

# Politique africaine de la France, le bilan du quinquennat de François Hollande : une absence d'approche globale

**Régis Marzin**

Journaliste et chercheur indépendant,  
Paris, 17 mai 2017

<https://regardexcentrique.wordpress.com>

<https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/05/17/politique-africaine-de-la-france-sous-francois-hollande-une-absence-dapproche-globale>

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| Introduction.....   | 2  |
| 2012 : alliance de gouvernement, hésitations et inexpérience en début de quinquennat.....                   | 2  |
| 2013 : interventions militaires, lutte contre le terrorisme et alliance avec Idriss Déby.....               | 4  |
| Priorité aux actions militaires, influence des militaires sur l'exécutif et revirement en Centrafrique..... | 5  |
| Centralité des actions militaires et poids structurel de l'armée française en question ?.....               | 7  |
| Les décideurs de la politique française en Afrique et le fonctionnement des institutions.....               | 9  |
| L'organisation progressive de l'influence économique.....   | 12 |
| 2014 : un retour de la lutte pour la démocratie au premier plan.....  | 14 |
| 2015 : lutte contre le terrorisme avant tout.....   | 15 |
| 2015-2016 : mobilisation pour le climat et les énergies renouvelables.....                                  | 16 |
| 2016 : un silence de plomb sur les coups d'Etat électoraux.....   | 17 |
| Les phases du quinquennat de François Hollande pour l'Afrique.....  | 19 |
| Et que devient la Françafrique dans tout cela ?.....  | 20 |
| Une fausse « approche globale » sans considération pour la démocratie ?.....                                | 23 |
| Critiques principales et perspectives.....  | 30 |
| Conclusion et perspectives pour le successeur à la présidence.....  | 33 |

## Introduction

Pendant la campagne de la présidentielle de 2017, dans les media spécialisés Afrique, un débat s'est tardivement développé sur la politique africaine de la France, apportant des éléments de comparaison entre les programmes, beaucoup plus qu'en 2012<sup>1</sup>. Malheureusement, la qualité de ce débat ressort amoindrie par le flou du programme d'Emmanuel Macron sur la politique étrangère et les incertitudes sur la composition de la future Assemblée nationale qui sortira des législatives.

Le ralliement de Jean-Yves Le Drian au nouveau président et le vote breton assez favorable à En marche ! ont pris du coup de l'importance. La nomination de Jean-Yves Le Drian au gouvernement comme ministre de l'Europe et des affaires étrangères, pour, probablement et pour l'essentiel, poursuivre la politique africaine dans la ligne du précédent quinquennat, était depuis plusieurs semaines une hypothèse crédible. Peu d'autres personnalités en vue autour du candidat possédaient l'expérience requise indiscutable pour le poste de ministre des Affaires étrangères<sup>2</sup>. En 2012, déjà, la nomination de Laurent Fabius au poste de 'numéro deux du gouvernement français'<sup>3</sup> avait consisté au choix d'un ancien premier ministre renommé, a priori rassurant en France comme à l'étranger, mais sans expérience pour ce ministère.

En 2017, dans une campagne très conflictuelle, marquée par le recul des anciens partis de gouvernement, la politique étrangère s'est placée au second plan, et, Emmanuel Macron semble avoir plutôt misé sur une certaine continuité avec le quinquennat précédent dans un domaine qu'il maîtrise mal. Le ralliement de conseillers liés à la période précédente et aux divers partis le pousse en ce sens. Cette potentielle continuité ou les rectifications qui s'observeront se comprendront bientôt au regard des critiques principales de la politique africaine du président sortant et des précédents gouvernements.

### **2012 : alliance de gouvernement, hésitations et inexpérience en début de quinquennat**

Au printemps 2012, François Hollande, Laurent Fabius, Jean-Yves Le Drian, Jean-Marc Ayrault sont inexpérimentés en politique africaine. Le second semestre 2012 a été une période de rodage. Aucune direction nette ne s'est d'abord dégagée au milieu de discours et d'actes contradictoires. Laurent Fabius venait fin 2011 d'effectuer un voyage pour saluer les présidents Faure Gnassingbé et Ali Bongo et sa nomination semblait aller dans le sens d'une stabilité dans les relations avec les chefs d'Etats des dictatures des ex-colonies françaises, un point sensible.

Le 22 janvier 2012, le candidat « normal » promettait ou presque de « ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris »<sup>4</sup>. Fin avril 2012, Selon le journaliste Christophe Boisbouvier, « poussé dans ses retranchements, le candidat Hollande finit par lâcher, lors d'une conférence de presse : « Je n'accepterai pas des élections qui auraient été frauduleuses, où que ce soit. » »<sup>5</sup>. Quand le 5 juillet 2012, est annoncé Ali Bongo à l'Elysée, les conseillers de François Hollande trouvent sur leur bureau une pétition, initiée par l'association Survie et ses amis, signée par 60 000 personnes, contre la venue du dictateur alors le plus emblématique de la Françafrique<sup>6</sup>. Le porte-parole du mouvement gabonais 'Cà suffit comme cà!' Georges Mpage est filmé par 7 ou 8 télévisions devant une banderole 'Biens mal acquis'. Le gouvernement semble

---

<sup>1</sup> <https://electionsafrique.wordpress.com/2016/12/19/politique-francaise-en-afrique-10-questions-aux-candidats-de-la-presidentielle/>

<sup>2</sup> Cela était aussi prévisible en tant que promotion, qui rappellerait celle d'Alain Juppé en février 2011.

<sup>3</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Num%C3%A9ro\\_deux\\_du\\_gouvernement\\_fran%C3%A7ais](https://fr.wikipedia.org/wiki/Num%C3%A9ro_deux_du_gouvernement_fran%C3%A7ais)

<sup>4</sup> <http://www.lui-president.fr/engagement/invitation-dictateurs-paris-393>

<sup>5</sup> 6.5.16, <https://blogs.mediapart.fr/pascalboniface/blog/060516/hollande-l-africain-3-questions-christophe-boisbouvier>

<sup>6</sup> <http://regismarzin.blogspot.fr/2012/07/5-juillet-2012-paris-les-media-francais.html>

alors devoir tenir compte des démocrates africains qui remet en cause les relations diplomatiques entre Etats.

Satisfaisant également certains militants du PS, l'Elysée effectue les mois suivants quelques signaux dans le sens des démocrates, par exemple au Congrès du PS où sont invités Jean-Pierre Fabre et l'ANC du Togo<sup>7</sup>. Le comportement distancié et froid de François Hollande face à Joseph Kabila au Sommet de la francophonie à Kinshasa, du 12 au 14 octobre 2012, marque ensuite les esprits.

Entre le 16 mai 2012 et le 31 mars 2014, Elysée et gouvernement agissent dans le cadre d'une alliance de gouvernement avec Europe Ecologie les Verts. Pascal Canfin est ministre délégué au Développement auprès du ministre des Affaires étrangères. Sous le gouvernement Ayrault, quelques idées nouvelles sont mises en application grâce aux écologistes. Elles mettent aussi indirectement en évidence l'absence d'idées de Laurent Fabius. Les progrès escomptés ne touchent que le domaine économique du développement. Pascal Canfin a un profil d'économiste sans expérience en politique africaine, qui ne lui permet pas de peser facilement dans le débat sur la démocratie et l'Etat de droit en Afrique. Pendant deux ans, Laurent Fabius et Jean-Yves Le Drian ne feront rien pour que les écologistes puissent se sentir à l'aise avec la politique étrangère du gouvernement, et la fin de l'alliance correspondra à des désaccords sur la politique en Afrique comme sur des domaines de politique intérieure.

Au sein du gouvernement et de ses proches influents, dès le départ, il y a débat entre les partisans d'une rupture avec les dictatures, quelques politiciens inspirés par la société civile, et les tenants d'un réalisme diplomatique. Il est ainsi question de savoir s'il faut pour tous les chefs d'Etat le tapis rouge à l'Elysée. La dialectique aboutit assez vite à un compromis tacite. Interviewé le 16 juillet 2012<sup>8</sup>, Pascal Canfin déclare, à propos de la visite d'Ali Bongo à l'Elysée : « Les ONG gabonaises ont dit de cette visite, et je trouve cela assez positif, qu'elle était l'occasion de dire en face à Ali Bongo un certain nombre de choses. Le président de la République a saisi cette opportunité pour parler des droits de l'Homme, des élections et de la démocratie. La question est de savoir quel mode de relation est efficace avec des pays qui n'ont pas d'organisation démocratique. Parce que là, on parle de l'Afrique, mais on pourrait aussi parler de la Chine par exemple. Si on est dans la surenchère et la polémique permanentes, on n'a aucun moyen de pression. Doit-on plutôt utiliser la relation bilatérale pour dire en privé ce qu'il faut dire ? Je pense que c'est la bonne ligne. » Cela pouvait être un faux débat naïf au démarrage, mais, en négatif, il montre l'enjeu de la relation avec les Etats non-démocratique et l'absence de position consensuelle au sein de l'alliance de gouvernement.

Comme une partie du PS attachée à la démocratisation de l'Afrique, EELV ne trouvera apparemment ensuite jamais comment peser sur le gouvernement sur cette question. Peu de temps avant la fin de l'alliance, début 2014, une partie d'EELV cherchera à complexifier sa position sur l'armée française et à sortir d'une critique frontale et militante d'une politique comprise par le prisme du néocolonialisme, au travers de la rédaction d'un « Livre vert de la Défense ». Le 14 février 2014, « des Verts et des militaires de haut rang (se sont assis) à la même table » pour en parler<sup>9</sup>. L'évènement, peu de temps avant le départ des écologistes du gouvernement, signale des efforts réciproques.

---

<sup>7</sup> <http://www.anctogo.com/lanc-au-congres-du-parti-socialiste-ps-francais-a-toulouse-8940>. Sont aussi présents Martin Ziguélé et le MPLC de RCA : <http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-message-de-martin-ziguele-au-nom-du-mlpc-au-congres-du-ps-a-toulouse-111763950.html>

<sup>8</sup> Interview de Médiapart par Lénaïg Bredoux et Thomas Cantaloube, <https://www.mediapart.fr/journal/international/150712/pascal-canfin-nous-avons-normalise-les-relations-entre-la-france-et-laf?onglet=full>

<sup>9</sup> invitation de la sénatrice écologiste Leïla Aïchi au colloque 'Europe de la défense' le 14.2.14 : <http://leilaaiichi.eelv.fr/colloque-sur-leurope-de-la-defense-occasion-de-la-parution-du-livre-vert-2/>, <https://www.bruxelles2.eu/wp-content/uploads/2014/02/ProgColloqEuropeDefense@SE1402.pdf>, Livre Vert de la défense : <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-25462-livre-vert-defense.pdf>

Jusqu'à fin 2012, François Hollande hésite et commence à présenter les choses selon son style, assez ambivalent autour de la notion d'ingérence. Le 27 décembre, il considère à propos de la Centrafrique<sup>10</sup> : « Si nous sommes présents, ce n'est pas pour protéger un régime, c'est pour protéger nos ressortissants et nos intérêts et en aucune façon pour intervenir dans les affaires intérieures d'un pays, en l'occurrence la Centrafrique ». Pendant 5 ans, de grandes précautions seront prises pour éviter les accusations d'atteinte à la souveraineté des Etats.

### **2013 : interventions militaires, lutte contre le terrorisme et alliance avec Idriss Déby**

Les choses sérieuses commencent le 5 décembre 2012, à 15h, quand François Hollande reçoit Idriss Déby<sup>11</sup> alors que se discutent une éventuelle réaction internationale et africaine à la guerre des groupes djihadistes et indépendantistes pro-Azawad dans le nord du Mali. Le journaliste Seidik Abba indique dans une conférence sur le Tchad le 4 février 2017<sup>12</sup> qu'à l'époque, « alors que Déby n'était pas allé à Kinshasa<sup>13</sup>, la DGSE et les militaires l'ont persuadé d'envoyer un contingent au Mali ». Dans cette conférence, le chercheur spécialiste du Tchad Roland Marchal précise qu'à la mi-2012, « Hollande a commencé par ne pas vouloir rencontrer le président tchadien, puis les militaires ont influencé, et il y a eu un enchaînement rapide avec Serval au Mali et une logistique installée en 2 semaines. Déby s'est retrouvé au centre du jeu ». La journaliste Lénaïg Bredoux indiquait le 19 juillet 2014 à propos du général Benoît Puga<sup>14</sup> : « En 2006 et en 2008, il était à des postes à responsabilités quand la France a aidé Déby à sauver son régime. Il est aujourd'hui chef d'état-major de François Hollande à l'Élysée ([lire notre enquête](#)). Mais les soutiens de Déby se trouvent aussi dans les services de renseignement et au quai d'Orsay. » Le Chef d'Etat-major de l'armée, l'Amiral Guillaud est lui aussi familier du palais présidentiel de Ndjaména<sup>15</sup>.

La pression des groupes terroristes dont Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) est forte à partir de 2010, puisque plusieurs otages français sont retenus. La libération des otages a été une priorité politique du quinquennat et elle a imposé des équilibres sensibles et complexes sur les aspects militaires. François Hollande a décidé des assassinats ciblés qui peuvent être aussi vus comme des exécutions extrajudiciaires de terroristes en période de guerre<sup>16</sup>. En plus des considérations géopolitiques face à la propagation des djihadistes en Irak, en Syrie, en Libye, au Nigéria et au Mali, cette pression a constamment poussé à faire de la lutte contre le terrorisme une priorité.

Dans ses discours, François Hollande a mis en avant des interventions militaires désintéressées, en accord avec l'Ue et l'Onu. Le 11 janvier 2013, il déclarait<sup>17</sup> : « Les terroristes doivent savoir que la France sera toujours là lorsqu'il s'agit non pas de ses intérêts fondamentaux mais des droits d'une population, celle du Mali, qui veut vivre libre et dans la démocratie. » Le 10 mai 2013, il déclarait suite à la vague d'arrestations d'opposants et de journalistes au Tchad : « Les principes que nous posons doivent être respectés, y compris au Tchad », une réponse jugée aussitôt « laconique » par l'éditorialiste du Monde<sup>18</sup>.

L'armée tchadienne est alors présentée comme l'une des seules armées africaines capables de se battre, et en effet, dans les premiers temps, elle participe activement au combat contre les djihadistes et autonomistes

---

<sup>10</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/271212/centrafrique-la-france-refuse-de-protoger-un-regime>

<sup>11</sup> <http://www.jeuneafrique.com/139049/politique/france-tchad-ce-que-hollande-et-d-by-se-sont-dit-paris/>

<sup>12</sup> <https://regismarzin.blogspot.fr/2017/02/4-fevrier-2017-paris-pantin-tchad-9e.html>

<sup>13</sup> pour le sommet de l'OIF (note de RMarzin)

<sup>14</sup> Lénaïg Bredoux, 19.7.14 Hollande au Tchad : comment Idriss Déby est redevenu le meilleur ami de la France, <https://www.mediapart.fr/journal/international/190714/hollande-au-tchad-comment-idriss-deby-est-redevenu-le-meilleur-ami-de-la-france?onglet=full>

<sup>15</sup> <https://electionsafrique.wordpress.com/2013/12/16/tchad-2013-la-rehabilitation-impossible-dun-dictateur-notoire-dossier-dinformation/>

<sup>16</sup> [http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/01/04/francois-hollande-et-le-permis-de-tuer\\_5057277\\_1653578.html](http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/01/04/francois-hollande-et-le-permis-de-tuer_5057277_1653578.html), <http://www.bfmtv.com/politique/la-france-a-mene-une-quarantaine-d-assassinats-cibles-contre-des-jihadistes-depuis-2013-1077949.html>

<sup>17</sup> <http://www.elysee.fr/declarations/article/declaration-du-president-de-la-republique-sur-la-situation-au-mali-4/>

<sup>18</sup> [http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/05/11/arrestations-au-tchad-le-silence-regrettable-de-paris\\_3175647\\_3208.html](http://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/05/11/arrestations-au-tchad-le-silence-regrettable-de-paris_3175647_3208.html)

dans le Nord du Mali. Le 14 juillet 2013, le président français décide de faire défiler l'armée tchadienne, sur les Champs-Élysées. Puisque cela va très loin symboliquement, la certitude grandit que François Hollande sacrifie pour le Mali, les possibilités de pression sur les dictateurs. Il devient visible que les options militaires ne sont pas compensés par une politique d'accompagnement en faveur des droits humains et de la démocratie. La répression continue alors au Tchad contre les démocrates. Par ailleurs, Le chercheur de Sciences Po, Roland Marchal, explique que la lutte contre le terrorisme nécessite des armées qui sachent rassurer la population, ce qu'est, selon lui, incapable de faire l'armée tchadienne<sup>19</sup>.

Lors de l'organisation le « Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique », les 6 et 7 décembre 2013, auquel participent 53 délégations de pays africains, l'effacement des questions de démocratie et d'Etat de droit s'observe clairement. Le texte final est divisé en 3 parties<sup>20</sup> : Paix et Sécurité, Partenariat Economique et Développement, et Changement climatique. Ces 3 points correspondront assez bien aux priorités du quinquennat. Le conseiller Afrique Thomas Mélonio interpellé par un journaliste dérangé par cet oubli de la lutte pour la démocratie<sup>21</sup>, va jusqu'à se défendre maladroitement, en feignant de croire que les dictatures n'existent plus. C'est alors là où le bât blesse et blessera jusqu'au bout.

A ce stade, le passage par la réhabilitation internationale d'Idriss Déby, qui peut alors être considéré comme l'un des 2 ou 3 dictateurs au bilan le plus violent des ex-colonies françaises, par ses alliés français, est évident<sup>22</sup>. En octobre 2013, l'allié des français, obtient un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'Onu pour deux ans.

L'alliance avec le chef d'Etat tchadien est à partir de 2013 au centre de la politique française en Afrique. L'opération Barkhane, lancée le 1<sup>er</sup> août 2014, composée de 4 000 hommes, prend la suite des opérations Serval et Épervier. Son siège est à Ndjaména et Jean Yves Le Drian s'affiche proche du président tchadien. Les socialistes qui s'étaient fortement investis pour exiger la justice après la disparition de Ibni Oumar Mahamat Saleh en 2008 apprennent en 2013 à se taire et rongent leur frein. Dorénavant, l'affaire n'avancera plus, ni au Tchad ni en France, malgré une plainte de la famille le 7 février 2012 devant le Tribunal de grande instance de Paris.

### **Priorité aux actions militaires, influence des militaires sur l'exécutif et revirement en Centrafrique**

En 2014, Jean-Yves Le Drian est surnommé « ministre de l'Afrique ». Christophe Boisbouvier, auteur du livre 'Hollande l'Africain' sorti en octobre 2015 cité par Médiapart<sup>23</sup> explique que « la realpolitik va reprendre tous ses droits ... Le Drian ne devient pas ministre de la défense avec le projet de devenir ministre de l'Afrique, témoigne un diplomate. Mais il s'est trouvé embarqué sur ces dossiers, jusqu'à intervenir sur les questions politiques ». Les journalistes Lénaïg Bredoux et Clément Fayol commente : « À l'Élysée comme au gouvernement, ce sont les militaires qui ont pris la main. À tu et à toi avec les chefs d'État du continent, Jean-Yves Le Drian a vite été identifié comme l'interlocuteur privilégié des Africains, d'où le surnom évocateur de « ministre de l'Afrique », en remplacement du ministre des affaires étrangères Laurent Fabius. Par glissement progressif et pour combler un vide, plutôt que par stratégie préétablie. » »

<sup>19</sup> Conférence Tchad 4.2.17 : <https://regismarzin.blogspot.fr/2017/02/4-fevrier-2017-paris-pantin-tchad-9e.html?m=0>

<sup>20</sup> <http://www.elysee.fr/declarations/article/la-declaration-finale-du-sommet-de-l-elysee-pour-la-paix-et-la-securite-en-afrique/>

<sup>21</sup> Le journaliste béninois Max Savi Carmel du Togo, du journal Tribune d'Afrique

<sup>22</sup> Tchad 2013 : la réhabilitation impossible d'un dictateur notoire, dans le cadre du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, 15.12.13, <https://electionsafrique.wordpress.com/2013/12/16/tchad-2013-la-rehabilitation-impossible-dun-dictateur-notoire-dossier-dinformation/>

<sup>23</sup> [http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-Hollande\\_1\\_Africain-9782707188687.html](http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-Hollande_1_Africain-9782707188687.html), Lénaïg Bredoux et Clément Fayol, 11.1.16, L'Afrique de Hollande donne le premier rôle aux militaires, <https://www.mediapart.fr/journal/international/110116/l-afrique-de-hollande-donne-le-premier-rol-aux-militaires?onglet=full>

Les mêmes journalistes citent aussi Laurent Bigot, ancien sous-directeur Afrique du Quai : « Laurent Fabius ne connaît rien à l'Afrique et s'en désintéresse complètement. Sa seule obsession, c'est la diplomatie des affaires... Les militaires ont pris la place. Les positions ne sont plus proposées par les diplomates ; ils suivent » ». En outre, courant 2015, des doutes persistent sur la santé de Laurent Fabius, qui voyage peu après une tournée au Cameroun, au Tchad et au Niger concernant Boko Haram fin février 2015.

En mars 2013, en Centrafrique, François Bozizé perd la guerre contre les rebelles de la Séléka soutenus par Idriss Déby. Les français, témoins, laissent faire, alors que le pouvoir devient sans légitimité aucune et associé à une minorité vue de manière religieuse. Les raisons de ce silence restent mystérieuses et quasiment tabou. La communication officielle de l'Etat ne laisse pas transparaître d'informations sur cet épisode. Parmi les hypothèses<sup>24</sup>, apparaissent la volonté de ne pas déranger l'alliance entre armées française et tchadienne pendant la guerre au Mali, la considération d'une influence soudanaise en Centrafrique dans la Séléka au travers d'un accord implicite entre Idriss Déby et Omar El-Béshir et alors que cette influence soudanaise restait dominée par l'influence tchadienne, et, bien sûr, le fait de permettre à d'Idriss Déby d'éviter une attaque de rebelles tchadiens depuis la RCA comme seconde étape d'un plan de rebelles tchadiens venant du Soudan.

Fin 2013, après une période de multiplication d'atteintes aux droits humains, la guerre civile reprend quand se rebelle une partie de la population, au sein des anti-balakas. La menace de massacre de masse de personnes vues comme musulmanes s'intensifie et implique une réaction internationale en vertu de la Responsabilité de protéger. Idriss Déby est mis en accusation comme parrain de la Séléka, et la présence de troupes tchadiennes devient une des causes de la guerre civile. L'armée française intervient en urgence le 5 décembre 2013 par l'opération Sangaris, pour stopper le conflit assez tôt après son démarrage.

La situation continue de dégénérer. Le 14 février 2014, François Hollande convoque Idriss Déby pour lui imposer le remplacement des troupes tchadiennes par les Casques bleus. Ce même jour l'armée française change de Chef d'Etat-major car l'amiral Guillaud, qui a dirigé les opérations en Libye, en Côte d'Ivoire en 2011, au Mali en 2013, puis Sangaris fin 2013, est soudain « atteint par la limite d'âge »<sup>25</sup>. Il est remplacé par le général Pierre de Villiers et la Marine cède le poste à l'Armée de terre. L'alliance avec le tyran tchadien déstabilisateur de la Centrafrique a pris du plomb dans l'aile, et après le voyage de François Hollande au Tchad pour le démarrage de Barkhane le 19 juillet 2014, Jean-Yves Le Drian continuera d'assurer la liaison diplomatique.

En RCA, une vraie transition vers la démocratie devient aussi possible suite à la perte d'influence tchadienne. Il n'y a plus de dictateur sortant, ni d'influence de dictateur voisin, ni de rebelles minoritaires confisquant le pouvoir. La transition est ralentie par le maintien de troupes rebelles et la destruction des services de l'Etat. Laurent Fabius tente d'accélérer la transition en essayant d'obtenir une date rapide pour les élections. Sa position est difficilement compréhensible, comme s'il confondait le Mali et la Centrafrique. Il semble surtout vouloir accélérer le départ de Sangaris pour disposer des troupes, comme si la qualité de la transition démocratique ne comptait pas pour lui.

La focalisation sur le terrorisme en Afrique du Nord et dans le Sahel semble avoir participé à faire évoluer la Centrafrique vers un désastre. François Hollande a réussi à rattraper ce qui semblait être une erreur. Cette erreur probable et la correction pour éviter un massacre de masse font partie de son bilan, en négatif. L'analyse est difficile puisque l'information sur les événements a été très limitée et fortement biaisée<sup>26</sup>. Les

---

<sup>24</sup> Influence et implication d'Idriss Déby en Centrafrique de mi-2012 à janvier 2014, RMarzin pour le Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique, 5.3.14, <https://electionsafrique.wordpress.com/2014/03/05/influence-et-implication-didriss-deby-en-centrafrique-de-mi-2012-a-janvier-2014/>

<sup>25</sup> Ibid, Régis Marzin, 5.3.14, <https://electionsafrique.wordpress.com/2014/03/05/influence-et-implication-didriss-deby-en-centrafrique-de-mi-2012-a-janvier-2014/>

<sup>26</sup> Ibid, Régis Marzin, 5.3.14, <https://electionsafrique.wordpress.com/2014/03/05/influence-et-implication-didriss-deby-en-centrafrique-de-mi-2012-a-janvier-2014/>

centrafricains, sont restés par la suite inquiet de l'influence tchadienne et désireux de limiter les tensions avec un voisin trop puissant.

### **Centralité des actions militaires et poids structurel de l'armée française en question ?**

A l'Onu, en septembre 2015, François Hollande insiste sur la formation des armées africaines<sup>27</sup> : « Depuis dix ans, la France forme 20 000 soldats africains par an. Et je n'entends pas en rester là. D'ici à 2020, nous devons former 80 000 soldats africains, auxquels s'ajouteront plus de 25 000 qui recevront une formation spécifique en langue française pour pouvoir agir dans les pays francophones » car « Il est très important que l'Afrique puisse disposer de forces régionales, de forces qui puissent agir contre le terrorisme ».

Au niveau européen, à partir du 'Sommet de La Valette sur la migration' des 11 et 12 novembre 2015, la priorité passe sur la question migratoire en Libye. Les aspects militaires sont importants, avec l'opération navale Sophia, mais l'approche européenne et l'approche des Nations-Unies est globale, avec des négociations politiques et un volet humanitaire. La présence de membres des forces spéciales françaises, américaines ou britanniques, les bombardements américains contre l'Etat islamique, attirent l'attention quelques mois.

Le budget de la Défense est resté stable sur le quinquennat<sup>28</sup>, passant de 31,4 à 32,7 milliards d'euros. Le budget de la Défense s'élève à 32,7 milliards d'euros en 2017, soit 1,77% du PIB. Il était de 32 Md€ en 2016<sup>29</sup>, 31,4 Mds€ entre 2012 et 2015<sup>30</sup>, 31,2 Md€ en 2011, 32,15 Md€ en 2010, 32,99 Md€ en 2009. Le Chef d'Etat-major, le général de Villiers demande 41 milliards en 2020<sup>31</sup> et 42,5 en 2022<sup>32</sup>. Le Général Vincent Desportes se plaint le 21 décembre 2016 dans la presse : « Jamais un gouvernement n'aura autant sacrifié le futur au profit du présent... On a énormément augmenté les engagements militaires et en même temps, les moyens n'ont pas été mis en place. »

Le 12 mars 2017, l'Etat-Major annonce 4000 soldats dans Barkhane, 350 soldats au Sénégal, 950 en Côte d'Ivoire, 350 au Gabon, 1450 à Djibouti et 100 marins dans Sofia en Méditerranée, 200 dans Atalante au large de la Somalie, et 250 dans Corymbe dans le golfe de Guinée<sup>33</sup>, alors que beaucoup de troupes sont maintenant attachées à la lutte contre le terrorisme en France. En termes d'effectif, le Sahel pèse beaucoup.

Pendant la période de néocolonialisme évident à partir de 1960, l'armée a ignoré la nature des régimes avec laquelle elle a collaboré quotidiennement. Elle connaît les us et coutumes des pays concernés, les violations des droits humains et les privations de liberté, il a été ordonné aux officiers de travailler sans tenir compte de l'absence d'Etat de droit. La coopération militaire structurelle dans les pays dictatoriaux pose des problèmes éthiques. Les soldats sont témoins des crimes, comme dernièrement au Gabon lors de l'écrasement de la contestation du second coup d'Etat électoral d'Ali Bongo. Cet état de fait altère le caractère républicain de l'armée française, amenée à travailler avec des armées putschistes et non-républicaines, elle fait peser le risque d'une corruption éthique ou monétaire qui viserait des officiers attachés trop longtemps à des postes.

Les Accords de défense ont été revus sous Sarkozy pour éviter de devoir intervenir pour sauvegarder un régime. La continuité de la présence en Afrique nécessiterait de nouveau des justifications adaptées à la

<sup>27</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20150929-francois-hollande-onu-missions-paix-afrique-propre-securite>

<sup>28</sup> [http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/29/le-ministere-de-la-defense-a-perdu-20-de-son-budget-depuis-vingt-cinq-ans\\_4625187\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/29/le-ministere-de-la-defense-a-perdu-20-de-son-budget-depuis-vingt-cinq-ans_4625187_4355770.html)

<sup>29</sup> <http://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/budget-finances-de-la-defense/budget>

<sup>30</sup> [http://www.lepoint.fr/politique/l-armee-fixee-sur-son-budget-2014-2019-10-12-2013-1767438\\_20.php](http://www.lepoint.fr/politique/l-armee-fixee-sur-son-budget-2014-2019-10-12-2013-1767438_20.php)

<sup>31</sup> <https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/0211612849593-larmee-francaise-reclame-des-moyens-2051995.php#83mGKVi63VsU1xRU.99>

<sup>32</sup> <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/budget-defense-ce-que-veut-le-general-pierre-de-villiers-668838.html>

<sup>33</sup> <https://twitter.com/EtatMajorFR?t=1&cn=ZmxleGlibGVfcmVjc18y&refsrc=email&iid=f88d9928539d4bf3832a88812fd634e0&uid=830520928287203328&nid=244+281088013>

période, dans une société d'information plus transparente. Il est clair que sous Hollande, la justification des interventions s'est renouvelée, autour de la prévention des guerres, des crimes de masses, du terrorisme, de la sécurité de l'Europe, du contrôle des migrations et des interventions humanitaires. Ce qui continue de poser problème, c'est la coopération militaire avec les dictatures, en particulier dans la formation des soldats.

L'exemple de la Guinée Equatoriale est affligeant : il n'y a pas de prévention de quoi que ce soit dans ce pays à la dictature parmi les plus dures d'Afrique et totalement stable. Comment justifier de former en 2017 des soldats dans un tel pays ?<sup>34</sup> Les aspects de surveillance maritime du Golfe de Guinée ne peuvent justifier la formation d'une armée à un niveau de dictature extrêmement élevé. Visiblement, il y a en Guinée Equatoriale un reste de Françafrique dans son versant militaire et pétrolier. La revalorisation de l'armée française en Afrique autour de nouvelle mission depuis 2010, n'a pas résolu cette question. L'armée n'abandonne pas des positions, mais est-ce que l'armée française pourrait se justifier partout dans sa relation avec les Etats de droits ? De même, que va devenir l'armée française au Gabon après deux coups d'Etat électoraux d'Ali Bongo ? Comment pourra-t-elle éviter de se salir à plus long terme ?

La priorité est passé à la formation des armées africaines, pour qu'elles puissent elles-mêmes assurer les missions de maintien de la paix de l'Onu ou de l'Ua. 2016 a été marqué par le conflit entre l'Union européenne et le Burundi sur le paiement des forces burundaises en Somalie, le retrait des 5400 soldats burundais a commencé en janvier 2017<sup>35</sup>. L'Ue tient ici compte de la nature des régimes dans son approche du maintien de la paix. François Hollande et son gouvernement n'ont pas visiblement accepté de passer ce cap, si ce n'est peut-être pour le Burundi au travers de l'Ue, en suivant le mouvement. En France, la logique de formation au maintien de la paix des armées africaines bloque encore sur la nature des régimes, qui est pourtant essentielle dans les objectifs des formations.

L'armée tchadienne est formée par l'armée française et il s'est observé qu'elle pouvait se battre au Mali. Mais elle aussi une armée tribale et violente avec la population tchadienne depuis 1990<sup>36</sup> et assure le maintien d'un président 5 fois non-élu<sup>37</sup>. Actuellement, pour l'armée française, le renforcement d'une armée africaine ne prévoit pas d'éviter le renforcement du régime non démocratique qui, éventuellement, la dirige<sup>38</sup>. François Hollande et ses ministres n'ont pas brisé le tabou de la coopération militaire dans les dictatures. Le Tchad est devenu la clé de voûte d'un dispositif militaire, mais à quel prix et pour combien de temps ?

Les limites à ne pas franchir pour des militaires français en poste dans des pays à régimes non démocratiques, la prévention de la corruption dans des pays à forte corruption d'acteurs étrangers, la philosophie politique, la relation à l'Etat de droit n'ont pas été discuté dans une période focalisée sur le terrorisme djihadiste. De ce point de vue une nouvelle réforme de l'armée française lui permettrait de se moderniser pour respecter des valeurs républicaines et devenir un outil au service de l'Etat de droit en France comme à l'étranger<sup>39</sup>. En attendant des progrès sur ce point, dans les manifestations en France et en Afrique, il continuera de se voir des pancartes « Au Tchad, le terroriste c'est Déby »<sup>40</sup>, ou « Au Gabon, le terroriste, c'est Bongo ».

---

<sup>34</sup> <http://www.france-guineeéquatoriale.org/presence-francaise/la-cooperation-militaire/>

<sup>35</sup> <http://www.voaafrique.com/a/le-burundi-amorce-le-retrait-de-ses-troupes-de-somalie/3677866.html>

<sup>36</sup> Marielle Debos, <http://www.karthala.com/les-afriques/2681-le-metier-des-armes-au-tchad-le-gouvernement-de-l-entre-guerres.html>

<sup>37</sup> RMarzin 27.5.17, [https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annce-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrique-depuis-1990/#\\_Toc481083378](https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annce-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrique-depuis-1990/#_Toc481083378)

<sup>38</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

<sup>39</sup> Voir sur ce point les réponses des candidats à la présidentielle française de 2017 :

<https://electionsafrique.wordpress.com/2016/12/19/politique-francaise-en-afrique-10-questions-aux-candidats-de-la-presidentielle/>

<sup>40</sup> <https://regismarzin.blogspot.fr/2013/11/11-novembre-2013-paris-lunesco.html>



L'arrêt des coopérations qui aident les dirigeants illégitimes à se maintenir aurait un poids préventif pour éviter des crises, mais, l'Etat français est d'abord bloqué dans un cercle vicieux à vouloir garder son armée en Afrique, sans perdre aucun point d'appui. Dans cet entêtement sur une position défensive, en l'absence d'intérêt de la population française pour certains abus historiques, c'est aussi la question de la relation entre Etat Français et armée française qui est posée. Est-ce que l'armée peut faire ce qu'elle veut ailleurs qu'en France sans contrôle des citoyens et de leurs représentants ?

En termes d'image, selon le Monde le 11 mai 2017, évoquant la guerre au Mali pour François Hollande, « la politique étrangère fut au cœur de son quinquennat... Ce fut aussi un moyen de conforter une stature présidentielle alors que sa popularité plongeait. »<sup>41</sup> Les actions des militaires au Mali, en Centrafrique ont été moins improvisées qu'en Libye. Pour le Mali, surtout, la crise qui a suivi la phase de guerre active n'est pas terminée. L'excès d'influence des militaires français sur le gouvernement et le déséquilibre qui en a résulté ne pourront pas faire oublier certaines améliorations du côté militaire, par exemple dans l'anticipation partielle des solutions politiques suite à des crises d'abord militaires. Le bilan militaire en Afrique de François Hollande et Jean-Yves Le Drian se jugera dialectiquement mieux avec du recul.

### **Les décideurs de la politique française en Afrique et le fonctionnement des institutions**

Autour du Président de la République, une équipe de décideurs de la politique française a officié pendant 5 ans, la plupart se réunissant régulièrement à l'Elysée<sup>42</sup>. Les principaux décideurs ont été autour de François Hollande, le Ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, et son chef de cabinet, Cédric Lewandowski, le Ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, puis Jean-Marc Ayrault, et leurs directeurs Afrique, Jean-Christophe Béliard, puis Rémi Maréchaux en 2016, les conseillers à l'Elysée, Hélène Le Gal et Thomas Mélonio, les chefs d'Etat-major, l'Amiral Guillaud, remplacé début 2014 par le Général de Villiers, et le chef d'Etat-major particulier du président, le Général Puga, remplacé mi-2016 par le Général Rogel.

Des réunions hebdomadaires avaient lieu chaque jeudi à L'Elysée<sup>43</sup>. Les 2 conseillers de l'Elysée ont eu moins de poids qu'avec les précédents présidents. Ces décideurs ne formaient pas un groupe homogène. Ils présentaient différents niveaux de compétence personnelle au départ. Certains bénéficiaient plus directement des capacités d'analyse agréables des services de l'Etat leur obéissant. Ces fonctionnaires et politiciens travaillaient également avec des rapports différents à la légitimité démocratique et en fonction de relations aux partis politiques différentes. S'il y a eu des désaccords, ils sont très peu apparus dans les media<sup>44</sup>.

Le parlement français s'est contenté de suivre l'orientation venant du gouvernement et de l'Elysée en proposant quelques rapports très complets. Le gouvernement a plutôt tenté de diriger la politique étrangère dans le dialogue avec l'opposition. Les députés UMP puis LR ont pesé dans le sens de décisions dans un esprit conservateur.

Les critiques les plus délicates à gérer pour le gouvernement sont venues de députés socialistes, dont, Philippe Baumel, rapporteur du rapport sur « La stabilité et le développement de l'Afrique francophone » du 11 décembre 2013<sup>45</sup>. Les journalistes Lénaïg Bredoux et Clément Fayol de Médiapart expliquent que

---

<sup>41</sup> [http://www.lemonde.fr/international/article/2017/05/10/francois-hollande-une-diplomatie-guerriere-et-reactive\\_5125397\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2017/05/10/francois-hollande-une-diplomatie-guerriere-et-reactive_5125397_3210.html)

<sup>42</sup> L'étude détaillée de la participation française au génocide du Rwanda a permis de comprendre un peu mieux ce que peut-être un fonctionnement en « cercle restreint », sans vouloir en comparer les effets.

<sup>43</sup> Aline Leboeuf et Hélène Quénot-Suarez, IFRI, 2014, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quenot\\_suarez\\_leboeuf\\_politique\\_africaine\\_de\\_la\\_france.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quenot_suarez_leboeuf_politique_africaine_de_la_france.pdf)

<sup>44</sup> Désaccord sur le Congo Brazzaville concernant la modification de la Constitution et le communiqué correctif de l'Elysée, entre Elysée et ministres, <https://electionsafrique.wordpress.com/2015/10/22/congo-brazzaville-coup-detat-constitutionnel-et-coup-de-couteau-dans-le-dos/>, <http://www.rfi.fr/afrique/20151023-congo-brazzaville-revirement-position-francaise-president-francois-hollande-referend>

<sup>45</sup> <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i2746.asp>, <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cafe/14-15/c1415070.asp>

« son rapport parlementaire sur l’Afrique a été caviardé par la commission des affaires étrangères, entre autres parce qu’il posait Biya comme « illégitime » »<sup>46</sup>. Le journaliste du *Novel Obs*, Jean-Baptiste Naudet, écrivait avant eux<sup>47</sup> : « Violente polémique sur la Françafrique. Au terme d’un an de travail et de nombreuses auditions, la commission des Affaires étrangères de l’Assemblée nationale s’apprête à publier un rapport critiquant très vertement la politique de la France en Afrique. Ce rapport est tellement virulent que la présidente socialiste de la commission des Affaires étrangères, Elisabeth Guigou, a tenu à s’en démarquer publiquement. Dans un communiqué, elle a jugé ce texte "d'une tonalité trop pessimiste". Tout en disant partager bon nombre de constats du texte, adopté à l’issue d’un très long et vif débat, l’ancienne garde des Sceaux a estimé que : « La commission des Affaires étrangères devrait avoir, à propos de la vie démocratique des Etats africains, un discours sans complaisance, mais mesuré. »

Suite à ce rapport et à la polémique sur les dictatures qui a suinté, les parlementaires sont restés assez silencieux. Le 18 janvier 2017, un nouveau rapport a été publié : ‘Mission d’information sur la coopération européenne avec les pays du Maghreb’<sup>48</sup>. D’un point de vue méthode de travail, le parlement français s’est retrouvé de plus en plus en décalage avec le parlement européen, qui a produit plus régulièrement des textes critiques et bien documentés, même si le déclenchement de ces travaux restait aléatoire et fonction des groupes de pression. Une fois que la grosse machine parlementaire européenne se met en route, par exemple sur Djibouti, le Gabon ou la RDC, les compétences et la rigueur sont visibles et ces travaux soulignent alors les difficultés de l’Assemblée nationale française à suivre en quantité et en qualité.

Le parlement a suivi également sur la priorité au domaine sécuritaire et la Commission des affaires étrangères a parfois ressemblé à une seconde Commission de défense. Par ailleurs, le 21 janvier 2015 à quelques mois d’un nouveau détournement de processus électoral de présidentielle, Robert Dussey, le Ministre des affaires togolais a été auditionné par la Commission des affaires étrangères sur l’armée togolaise et des soi-disant réformes institutionnelles<sup>49</sup>. En Afrique, ce type de rencontre est utilisé et compris comme un soutien au pouvoir.

Harlem Désir était à partir d’octobre 2012 le Premier secrétaire du Parti socialiste. Il a réceptionné les critiques internes au PS sur la politique africaine. En 2013, après la période de consensus sur l’intervention au Mali, il émettra des critiques à l’Elysée<sup>50</sup>. Progressivement, tout le long du quinquennat, PS et gouvernement divergent. Maurice Braud, devient Secrétaire national à l’International, à l’immigration et au co-développement le 20 juin 15. Il adopte un ton militant progressiste net en faveur de la démocratie en Afrique et publie de nombreux communiqués en ce sens, qui semblent très éloignés de la position du gouvernement, par exemple, le 8 juin 2015 sur Djibouti<sup>51</sup>. Il insiste particulièrement sur la République du Congo, espérant sans doute influencer le gouvernement français sur le respect de la constitution et de la limitation à deux mandats : « le Parti socialiste appelle le président congolais à renoncer à son projet de révision de la Constitution »<sup>52</sup>.

A l’‘explosion’ du PS en 2017, une majorité de responsables internationaux ou ‘Afrique’ du parti sont sans doute critiques envers l’action du gouvernement. Le député Pouria Amishahi, actif sur l’Afrique pour Hollande en 2011 et 2012 a quitté le PS début 2016 pour revenir aider Benoît Hamon dans sa campagne sur

---

<sup>46</sup> Sous la présidence Hollande, la Françafrique innove 13.1.16, <https://www.mediapart.fr/journal/international/130116/sous-la-presidence-hollande-la-francafrique-innove?onglet=full>

<sup>47</sup> Surmilitarisée et sans vision : la politique française en Afrique éreintée, 8.5.15,

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20150507.OBS8615/surmilitarisee-et-sans-vision-la-politique-francaise-en-afrique-ereintee.html>

<sup>48</sup> <http://www.jeuneafrique.com/mag/404813/politique/maghreb-check-up-alarmant-rapport-parlementaires-francais/>, <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rap-info/i4384.pdf>

<sup>49</sup> <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cafe/14-15/c1415038.asp>

<sup>50</sup> Longue lettre qui n’a jamais fuité, mais dont a parlé un membre du PS à un journaliste.

<sup>51</sup> <http://www.parti-socialiste.fr/communiqués/le-parti-socialiste-denonce-des-arrestations-arbitraires-djibouti>

<sup>52</sup> <http://www.parti-socialiste.fr/communiqués/republique-du-congo-le-parti-socialiste-appelle-le-president-congolais-renoncer-son>

ce même domaine. La politique africaine a constitué un des domaines de divergences qui a contribué à fragiliser le PS, tout en l'éloignant de son allié écologiste.

Le peu de rôle du parlement renvoie à la question du lien entre les décisions et les partis politiques. Que pèsent encore les partis politiques censés proposer des programmes aux électeurs ? Qui contrôle l'action de l'Etat en termes de programme et de choix des partis ? Il y a une relation électeurs-député assez distendue, les points de vue personnels des élus, des spécialisations des députés par commission, une hiérarchie des commissions au-dessus des députés, et l'ensemble éloigne les décisions des propositions des partis. Au niveau de la politique étrangère, les hauts-fonctionnaires négocient quotidiennement avec un exécutif, et si l'actualité passe sur des actions militaires, le pouvoir des hauts-fonctionnaires est renforcé. La responsabilité globale est politique mais les compétences sont par domaines, et l'Etat-major de l'armée n'a pas de responsabilité en termes de démocratie et d'économie à l'étranger.

Le Ministère des affaires étrangères (MAE) a eu du mal à trouver des marques fautes d'objectifs correctement définis en dehors de l'économie. Les contacts avec les sociétés civiles africaines, les politiciens africains, ont semblé assez improvisés et peu organisés, comme si le MAE s'enfermait dans une position défensive et un respect exagéré de la prise de décision du haut des hiérarchies. Cela correspondait finalement à un manque d'engagement sur des points sensibles. Le choix de limiter ou non la collaboration de l'armée française avec des acteurs criminels dans les dictatures d'Afrique, ou de corriger la relation dans le sens d'une influence en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit, aurait été de la responsabilité des politiciens. C'est surtout le MAE qui a eu des difficultés à définir une politique à la hauteur des enjeux de l'époque.

Un point dans lequel, le ministère de la Défense a pris le dessus est dans la collaboration de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) avec des chercheurs de centre de recherche indépendants des universités. L'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) et Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)<sup>53</sup> ont continué leurs activités. Des Centres de recherche ont été financés, comme la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)<sup>54</sup> ou le Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques (CEDS)<sup>55</sup>. Plusieurs études du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) à Bruxelles ont été financées par le ministère de la défense français, qui ont abordé des sujets polémiques,

Une de ces études du GRIP, le 18 mai 2015, « Le Tchad : un hégémon aux pieds d'argile »<sup>56</sup> se permettait de tacler l'allié tchadien sur un point sensible et jusqu'à là tabou dans la communication officielle, à propos de la Séléka en Centrafrique en 2013 : « Le rejet de cette politique et de la tutelle de N'Djamena est l'une des causes des violences et des protestations de masse contre les Tchadiens à Bangui, à partir de décembre 2013, ayant mené, au retrait des troupes tchadiennes de la MISCA. Toutefois, dans un contexte sous-régional instable et travaillé par la poussée islamiste, le Tchad, par sa position géographique et sa stabilité, demeure un pivot majeur de la stratégie sahélienne du Pentagone, et du repositionnement stratégique des forces françaises d'Afrique. » Le 30 mars 2016, une seconde étude du GRIP toujours portant logo de la DGRIS reconnaissait<sup>57</sup> : « Il s'agit d'un pouvoir « clanique et familial » qui s'est accaparé de toutes les régies financières du pays... la mise en cause de la moralité et de la probité de certaines de ces personnalités dans les affaires de détournement des deniers publics est un facteur incontestable de fragilisation du pouvoir tchadien. »

<sup>53</sup> [http://www.ihedn.fr/userfiles/file/formations/Catalogue\\_Formations\\_IHEDN\\_2017-2018\\_web.pdf](http://www.ihedn.fr/userfiles/file/formations/Catalogue_Formations_IHEDN_2017-2018_web.pdf)

<sup>54</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fondation\\_pour\\_la\\_recherche\\_strat%C3%A9gique](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fondation_pour_la_recherche_strat%C3%A9gique)

<sup>55</sup> <http://www.ceds.fr/etudes-diplomatiques/ceds-qui-sommes-nous/partenaires-institutionnels/>

<sup>56</sup> <https://www.grip.org/fr/node/944>, [http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2015/Notes%20DAS%20-%20Afrique%20EQ/OBS2011-54\\_GRIP\\_Note%2019\\_Tchad.pdf](http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2015/Notes%20DAS%20-%20Afrique%20EQ/OBS2011-54_GRIP_Note%2019_Tchad.pdf)

<sup>57</sup> 30.3.16 de 'Tchad : enjeux électoraux et risques politiques-clés à surveiller' (note hors communication normale du GRIP) : [http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2016/Notes%20DAS%20-%20Afrique%20EQ/OBS2011-54\\_GRIP\\_NOTE-28\\_Tchad.pdf](http://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/Notes%20DAS%20-%20Afrique%20EQ/OBS2011-54_GRIP_NOTE-28_Tchad.pdf)

Si l'on considère que Jean-Yves Le Drian a tenu normalement un rôle de ministre de la Défense de manière assez consensuelle dans son domaine, alors, il y a eu un problème, un manque d'investissement, au niveau de Laurent Fabius et du MAE. Sur la balance, se trouvait deux choses peu comparables : d'un côté la connaissance et l'expérience accumulée par un service de l'Etat et de l'autre une créativité politique et diplomatique plus liée à l'actualité et à une tendance idéologique de parti politique. La facilité de proposer une stratégie du côté de l'appareil militaire l'a emporté. Laurent Fabius aurait dû pour reprendre de l'espace agir là où il ne voulait justement pas agir.

### **L'organisation progressive de l'influence économique**

En l'absence de volonté d'agir sur la démocratie et l'Etat de droit en Afrique, il ne restait à Laurent Fabius qu'à travailler à l'influence économique. Une de ses priorités sera d'intégrer dans le MAE le Commerce extérieur et la Promotion du Tourisme. Il y parviendra lors du changement de gouvernement du 2 avril 2014, le MAE devenant alors le Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI).

Mi-2012 puis début 2013, il commence par soutenir l'entreprise Morpho, filiale de Safran (ex Sagem), qui vise le marché de la biométrie électorale en Afrique et a participé aux manœuvres françaises en Côte d'Ivoire entre 2006 et 2010. Avec Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, il cosigne « une lettre au gouvernement kényan montrant l'intérêt de la France à soutenir le processus électoral au Kenya »<sup>58</sup>. Pendant 5 ans, les entreprises françaises Morpho et Gémalto seront en concurrence sur le marché de la biométrie électorale. Gémalto se fera remarquer au Gabon avant les législatives par un prix record qui provoquera une plainte en justice<sup>59</sup>.

La biométrie électorale peut être un élément important de stabilisation suite à une guerre, améliore en dictature la qualité des processus électoraux au niveau du fichier électoral, mais ne permet pas de rendre les élections crédibles dans des dictatures stables, parce que les techniques de fraudes en amont sont très diverses et efficaces. Le domaine est presque tabou et Laurent Fabius ne dira pas clairement quelles étaient ses motivations. Au Tchad, en 2015-2016, Morpho travaillera dans la plus grande discrétion. Ce sont des petits profits, mais, en dictature, la biométrie électorale peut-être un marché levier pour obtenir d'autres marchés. Le cas échéant, le fait d'"aider" un dictateur à faire semblant d'organiser une élection démocratique, potentiellement indirectement de l'aider à se maintenir, est susceptible d'améliorer les relations dans les sens de récompenses. La biométrie électorale est nécessaire en Afrique mais non suffisante. Faute de transparence sur ce marché sensible, la démarche d'influence économique dans le domaine est très ambiguë.

Jusqu'au départ de Pascal Canfin, la partie développement est mise en avant, parce qu'au contraire de Laurent Fabius qui n'a pas d'objectif précis, Pascal Canfin communique sur l'avancée de ses projets et sur son bilan<sup>60</sup>, par exemple sur « de nouvelles doctrines pour l'Agence Française de Développement en matière de développement durable », sur « deux priorités : les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique », ou sur « la responsabilité sociale et environnementale (RSE) », et « le climat ».

Une fois les écologistes partis, le poste de ministre délégué au Développement se retrouvera sans objectifs facilement valorisables. Le 18 septembre 2015, l'Assemblée nationale a transposé la première directive

---

<sup>58</sup> <http://lecourrier.vn/innovation-francaise-pour-contribuer-a-la-reussite-delections-en-afrique/115732.html>

<sup>59</sup> RMarzin, 10.6.15, La biométrie électorale en Afrique, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/06/10/la-biometrie-electorale-en-afrique-dossier/>

<sup>60</sup> <http://eelv.fr/pascal-canfin-18-mois-de-changements-au-ministere-du-developpement/>

européenne sur la transparence des industries extractives<sup>61</sup>. Une priorité de l'aide au développement avait été mise en 2013 sur le Sahel, pour faire face au terrorisme mais tant que celui-ci est actif, il est impossible d'observer les résultats de la politique, qui avait besoin de plus d'années pour se mettre en place et obtenir des résultats. Plus critique, le chercheur Serge Michailof estime le 9 mai 2017<sup>62</sup> que « rien n'a changé concrètement au niveau de la politique française d'aide au Sahel... (le) ministère (du Développement) est sans grand pouvoir et ne peut pas s'imposer face à Bercy ». Il souligne que l'aide n'est toujours pas employée au développement rural et craint que l'armée française ne s'enlise au Mali.

Bientôt, le dynamisme se montre ailleurs, puisque les ventes d'armes soutenues principalement par le Ministère de la Défense augmentent. Les chiffres des prises de commandes sont éloquentes : 4,8 milliards d'euros en 2012, 6,8 en 2013, 8,2 en 2014, 16,9 en 2015, 20 en 2016, tout cela « sans états d'âme » de Jean-Yves le Drian aux côtés de Dassault, Thales, Safran et autres, par exemple en Egypte<sup>63</sup>, pour arriver à un « quinquennat à plus de 80 Mds€ » selon Le Parisien<sup>64</sup>, qui ajoute « Jean-Yves Le Drian prédit que l'industrie de l'armement, avec ses 165 000 salariés, devrait créer 40 000 emplois d'ici à 2018 ». Les armes sont surtout vendues au Moyen-Orient et en Australie, mais l'Afrique est aussi une vitrine.

Des entreprises comme Bolloré ou Total ne semblent pas avoir besoin de l'Etat pour prospérer ou se maintenir. Le groupe Bolloré s'est enfoncé dans une suite de procès très maladroits contre des media français, concernant une filiale dans des plantations au Cameroun. Orange a renforcé sa présence en Afrique au fur à mesure que les populations se connectait à internet par téléphone, et se trouve dans 22 pays début 2016<sup>65</sup>. Laurent Fabius et le MAE ont préparé des projets dont le résultat ne serait visible qu'à plus long terme, par exemple, sur l'énergie. Jean-Louis Borloo et sa Fondation Energies pour l'Afrique, en collaboration avec le gouvernement, se sont mobilisés pour l'électrification de l'Afrique.

Pour l'instant, les entreprises françaises sont les plus présentes en Côte d'Ivoire, au Maroc et au Cameroun<sup>66</sup>. Au niveau des Investissements directs à l'étranger (Ide), les investissements se font actuellement au Maroc, en Afrique du Sud et en Côte d'Ivoire, Maroc et Afrique du Sud faisant partie des 5 hubs économiques actuels, l'Égypte, le Kenya, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud<sup>67</sup>. Cameroun et Côte d'Ivoire, et dans une moindre mesure le Gabon, sont des vieux points d'ancrage toujours structurellement associés à l'historique néocolonial. Suite à l'installation contestable d'Alassane Ouattara au pouvoir en 2011, le gouvernement est resté sur la ligne sarkozyste d'une propagande publicitaire prioritaire valorisant les échanges économiques en Côte d'Ivoire. En outre, en apparence, l'accent a été mis par le MAE(DI) sur le commerce et les investissements hors Afrique francophone et hors ex-colonies.

A Djibouti, le soutien des gouvernements français à Ismaïl Omar Guelleh et à son oncle depuis l'indépendance se termine en 2016 par un basculement du pays dans la sphère d'influence économique chinoise lié à la Route de la soie et au développement économique de l'Ethiopie. Les militaires chinois arrivent progressivement. La dictature hub de bases militaires échappe à l'influence française sans être passée par une phase de démocratisation, et son chef d'Etat joue maintenant de la concurrence de ses hôtes pour se maintenir et sans doute bientôt transformer la dictature de personne et de clan en dictature de parti politique qui pourrait subsister plus longtemps.

---

<sup>61</sup> <http://www.euractiv.fr/section/aide-au-developpement/news/la-france-renforce-la-transparence-des-industries-extractives/>

<sup>62</sup> [http://afrique.lepoint.fr/actualites/serge-michailof-l-aide-francaise-au-sahel-n-est-que-du-saupoudrage-09-05-2017-2125889\\_2365.php](http://afrique.lepoint.fr/actualites/serge-michailof-l-aide-francaise-au-sahel-n-est-que-du-saupoudrage-09-05-2017-2125889_2365.php)

<sup>63</sup> [http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/ventes-d-armes-en-2015-la-france-a-explose-les-compteurs-03-06-2016-2044079\\_53.php](http://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/ventes-d-armes-en-2015-la-france-a-explose-les-compteurs-03-06-2016-2044079_53.php)

<sup>64</sup> <http://www.leparisien.fr/economie/ventes-d-armes-un-quinquennat-a-plus-de-80-milliards-d-euros-20-12-2016-6475974.php>

<sup>65</sup> <https://www.orange.com/fr/actualites/2016/janvier/Orange-renforce-sa-presence-en-Afrique>, <http://www.clubic.com/pro/entreprises/orange-france-telecom/actualite-792206-orange-accelere-expansion-afrique.html>

<sup>66</sup> En pourcentage, source Cabinet de conseil BearingPoint [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/23/les-francais-investissent-de-plus-en-plus-en-afrique\\_4837088\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/23/les-francais-investissent-de-plus-en-plus-en-afrique_4837088_3212.html)

<sup>67</sup> <http://www.jeuneafrique.com/434708/economie/2016-bilan-mitige-ide-vers-lafrique/>

Sur le Franc CFA, les gouvernements socialistes ont choisi une posture de défense maladroite qu'ils semblent être obligés d'abandonner en bout de course, en acceptant de s'ouvrir « à toutes les propositions »<sup>68</sup>. Une position plus franche sur la responsabilité et le choix potentiel des décideurs africains dès le départ aurait évité les accusations de défense des intérêts français au travers de la monnaie<sup>69</sup>. Cela pourrait permettre maintenant à Emmanuel Macron de se valoriser à peu de frais sur une position simplement réaliste.

## **2014 : un retour de la lutte pour la démocratie au premier plan**

A partir de mi-2014, revient sur le devant de la scène la question de la limitation du nombre de mandat dans les constitutions<sup>70</sup>. Au Sénégal, puis au Burkina Faso, et bientôt en RDC, des mouvements citoyens se sont emparés de la question. En dépit des crises attendues, il pourrait aussi s'agir d'un levier pour relancer un processus de démocratisation continental, comme les USA d'Obama et le Vatican l'ont compris assez vite.

Au Burkina Faso, la tension monte dans une dictature au niveau de répression faible et au niveau de liberté d'expression supérieur aux autres dictatures, depuis l'affaire Norbert Zongo et le début des années 2000. Sur le troisième mandat, le Ministère des affaires étrangères français indique le 23 octobre la position officielle<sup>71</sup>: « La France réitère son attachement au respect des principes définis par l'Union africaine sur les changements constitutionnels visant à permettre aux dirigeants de se maintenir au pouvoir. Le président de la République a écrit en ce sens au président Compaoré le 7 octobre... Il est primordial qu'il (le Burkina Faso) envisage son propre avenir de manière consensuelle et apaisée. » Le 7 octobre 2014, François Hollande, écrit à Blaise Compaoré puis fait fuiter la lettre en pleine manifestation révolutionnaire, elle paraît dans Jeune Afrique le 30 octobre<sup>72</sup>.

François Hollande écrit : « À cet égard, le Burkina Faso pourrait être un exemple pour la région si, dans les mois qui viennent, il avançait lui aussi dans cette direction en évitant les risques d'un changement non consensuel de Constitution. Vous pourriez alors compter sur la France pour vous soutenir, si vous souhaitez mettre votre expérience et vos talents à la disposition de la communauté internationale. » ce qui se traduit pour la population et l'armée burkinabé par le lâchage du chef d'Etat. François Hollande décide d'aider à l'évacuation du chef d'Etat. RFI explique le 5 novembre<sup>73</sup> : « Des détachements de forces spéciales françaises sont à Ouagadougou. Il y avait déjà un contact continu entre la France et Blaise Compaoré ou son chef d'état-major particulier Gilbert Diendéré<sup>74</sup>. Compaoré est d'abord acheminé par hélicoptère vers Fada N'Gourma, dans l'est du Burkina Faso, qui dispose d'un aérodrome ; et dans un deuxième temps, vers Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, sans doute par avion. » L'armée bascule alors. Si la DGSE a fait quelque chose, personne n'en a jamais rien su. Après une courte révolution les 30 et 31 octobre, une transition certaine vers la démocratie est en route. L'ambassadeur de France Gilles Thibault participe aux négociations.

Au Sommet de l'OIF le 1<sup>er</sup> décembre 2014 à Dakar, le président français transforme l'essai et déclare : « Il ne peut pas être question à la veille d'un scrutin de changer l'ordre constitutionnel...C'est ce qui s'est passé

---

<sup>68</sup> 14 avril, Michel Sapin, <http://www.jeuneafrique.com/429995/economie/franc-malgre-nom-monnaie-de-africains-affirme-ministre-francais-de-leconomie-michel-sapin/>

<sup>69</sup> 1.5.17, Aaly Mbaye, IThione Diop, FGueye, Université Dakar, [http://www.impact.sn/Sortie-des-pays-africains-de-la-zone-franc-entre-le-mythe-et-la-realite\\_a3385.html](http://www.impact.sn/Sortie-des-pays-africains-de-la-zone-franc-entre-le-mythe-et-la-realite_a3385.html)

<sup>70</sup> RMarzin, 15.10.14, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2014/10/16/en-2015-et-2016-la-limitation-du-nombre-de-mandats-des-presidents-africains-un-levier-pour-accelerer-la-democratisation/>

<sup>71</sup> <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=ppfr2014-10-23.html#Chapitre8>

Explications : [https://electionsafrique.wordpress.com/2014/10/27/communiqu%C3%A9-burkina-faso-afrique-limitation-du-nombre-de-mandats-presidentiels-aucune-exception-nest-plus-acceptable/#\\_ftn10](https://electionsafrique.wordpress.com/2014/10/27/communiqu%C3%A9-burkina-faso-afrique-limitation-du-nombre-de-mandats-presidentiels-aucune-exception-nest-plus-acceptable/#_ftn10)

<sup>72</sup> <http://www.jeuneafrique.com/41012/politique/exclusif-la-lettre-de-fran-ois-hollande-qui-mettait-en-garde-blaise-compaor/>

<sup>73</sup> Nicolas Champeaux, <http://www.rfi.fr/afrique/20141105-burkina-faso-blaise-compaore-france-exfiltration-cote-ivoire-hollande>

<sup>74</sup> Note ajoutée par RMarzin : <http://www.jeuneafrique.com/138808/politique/arm-e-burkinab-gilbert-diend-r-la-discr-tion-assur-e/>

au Burkina Faso et nous avons vu les réactions que ça a pu provoquer »<sup>75</sup>. Il ajoute<sup>76</sup> « La francophonie, elle est soucieuse des règles de la démocratie, de la liberté du vote, du respect des ordres constitutionnels et de l'aspiration des peuples, de tous les peuples, à des élections libres. C'est ce qui vient de s'accomplir en Tunisie. C'est une belle illustration, que ce soit dans un pays francophone, qu'il y ait eu la réussite d'un Printemps Arabe... ce qu'a fait le peuple burkinabè, doit faire réfléchir ceux qui voudraient se maintenir à la tête de leur pays en violant l'ordre constitutionnel. Parce que ce sont les peuples qui décident. Ce sont les élections qui permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas. »

## 2015 : lutte contre le terrorisme avant tout

Le discours à la Francophonie arrive quelques semaines avant l'attentat de Charlie Hebdo. Les attentats de 2015 remettent l'accent sur la lutte anti-terroriste en général, ce qui facilite de nouveau le positionnement des dictateurs africains, en particulier Idriss Déby. A la marche du 11 janvier 2015 à Paris, défilent les dictateurs Faure Gnassingbé et Ali Bongo<sup>77</sup>.

Le gouvernement et l'Élysée suivent encore le reste de la communauté internationale sur la crise des constitutions dans les Grands lacs, en participant correctement sur la RDC et le Burundi<sup>78</sup>. François Hollande est en entretien avec Denis Sassou Nguesso, le 7 Juillet 2015, le compte-rendu indique<sup>79</sup> : « S'agissant des enjeux d'approfondissement de la démocratie en Afrique, le président français a indiqué son attachement à la préservation et à la consolidation des institutions. Il a rappelé son attachement aux principes de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de l'Union africaine, qui supposent que les réformes constitutionnelles soient fondées sur un consensus. » D'un côté, cela rappelle le Burkina Faso, de l'autre, l'ambiguïté commence peut-être, si un référendum en dictature peut signifier un « consensus ».

Une simple phrase le 21 octobre 2015 vient détruire le bilan positif du Burkina Faso. Le 22 octobre, la campagne Tournons la page lance un cri de colère : « Le Président François Hollande plante un couteau dans le dos du peuple congolais »<sup>80</sup> La phrase de François Hollande « M. Denis Sassou N'Gusso peut consulter son peuple » restera comme une des pires erreurs du quinquennat. Le correctif de l'Élysée n'y changera rien<sup>81</sup>. A Médiapart, Lénéïg Bredoux et Clément Fayol expliquent la suite<sup>82</sup> : « Selon nos informations, le ministre de la défense a également critiqué, suivi de près par Laurent Fabius, le communiqué de l'Élysée préparé par la cellule diplomatique, qui prenait ses distances avec le référendum de Denis Sassou-Nguesso au Congo-Brazzaville, lors du conseil des ministres du 28 octobre. « Et Hollande leur a donné raison », affirme une source socialiste. »

Le dictateur massacre la foule puis met la citation de François Hollande sur des affiches publicitaires<sup>83</sup>. Beaucoup de congolais avaient espéré que le pouvoir français serait sur la même position qu'au Burkina Faso et se retrouvent soudain face à la position inverse. L'élan populaire est brisé. Face au massacre, ensuite, les diplomates français, comme les autres, se taisent<sup>84</sup>. Denis Sassou devient intouchable, il peut se

<sup>75</sup> <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20141201084428/oif-francophonie-michaelle-jean-sommet-oif-dakar-2014-francophonie-oif-cinq-choses-a-savoir-sur-la-nomination-de-michaelle-jean.html>

<sup>76</sup> [https://www.francophonie.org/IMG/pdf/sommet\\_xv\\_discours\\_inaug\\_3\\_france\\_dakar\\_2014.pdf](https://www.francophonie.org/IMG/pdf/sommet_xv_discours_inaug_3_france_dakar_2014.pdf)

<sup>77</sup> <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20150112081141/france-politique-s-curit-terrorisme-charlie-hebdo-france-pourquoi-la-marche-r-publicaine-de-paris-est-historique.html>

<sup>78</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/27/grands-lacs-citations-sur-les-limitations-du-nombre-de-mandats-dans-les-constitutions-au-burundi-en-rdc-au-congo-b-au-rwanda/>

<sup>79</sup> <http://www.elysee.fr/communiqués-de-presse/article/entretien-du-president-de-la-republique-avec-m-denis-sassou-nguesso/>

<sup>80</sup> <http://tournonslapage.com/republique-du-congo-communique-de-la-campagne-tournons-la-page/>

<sup>81</sup> <https://electionsafrique.wordpress.com/2015/10/22/congo-brazzaville-coup-detat-constitutionnel-et-coup-de-couteau-dans-le-dos/>, <http://www.rfi.fr/afrique/20151023-congo-brazzaville-revirement-position-francaise-president-francois-hollande-referend>

<sup>82</sup> L'Afrique de Hollande donne le premier rôle aux militaires, 11.1.16

<https://www.mediapart.fr/journal/international/110116/l-afrique-de-hollande-donne-le-premier-role-aux-militaires?onglet=full>

<sup>83</sup> Benjamin Moutsila, 13.4.17, <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/04/13-avril-2017-paris-afrique-1ere.html>

<sup>84</sup> <https://electionsafrique.wordpress.com/2015/12/17/congo-b-bilan-du-coup-detat-constitutionnel-doctobre-2015-en-republique-du-congo-et-demande-dune-mission-denquete-internationale/>

sentir à l'aise pour frauder son scrutin le 20 mars 2016, il en inversera le résultat sans vergogne et sans soulever trop de contestations. L'Ue ne reconnaîtra pas le résultat et le MAE s'alignera sur cette position<sup>85</sup>.

### **2015-2016 : mobilisation pour le climat et les énergies renouvelables**

Une forte mobilisation sur le climat a commencé à partir de 2015. Laurent Fabius s'est emparé du sujet y mettant toute son énergie. Ségolène Royale, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie à partir d'avril 2014 devient le 11 février 2016, ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, responsable des Relations internationales sur le climat. Laurent Fabius est le premier président de la Conférence de Paris de 2015 sur le climat (COP21), du 30 novembre au 12 décembre 2015. Ségolène Royale lui succède dans ce poste en février 2016.

Ce débat mondial sur le climat concerne fortement l'Afrique, qui contient des zones très touchées par le réchauffement et pour laquelle se discutent financements et technologies d'électrification. Il est aussi question des réfugiés climatiques qui devraient augmenter dans le futur. Début 2017, la sécheresse et le début de famine dans la corne de l'Afrique illustrent le danger. En mars 2017, des élections sont annulées au Somaliland en raison de la sécheresse<sup>86</sup>.

Les chefs d'Etat africains jamais élus ont globalement profité des négociations sur le climat, et celui qui en profitera le plus sera Denis Sassou Nguesso. Il est présent le vendredi 13 novembre 2015 au Bourget près de Paris au coup d'envoi de la COP21<sup>87</sup>, comme s'il ne venait pas de massacrer une cinquantaine de citoyens 3 semaines avant<sup>88</sup>. A ce stade, les dernières illusions sur François Hollande, ses ministres, et la démocratisation de l'Afrique se sont évanouies. Le bilan positif du Burkina Faso a été effacé par le bilan sur le Congo Brazzaville. La politique française sur le climat est entachée des pires doutes concernant la relation avec les dictatures.

La journaliste de Mediapart Fanny Pigeaud explique le 23 septembre 2015<sup>89</sup> : « Pour convaincre les pays africains de s'impliquer et de signer le futur accord, les responsables français enchaînent depuis plusieurs mois les visites sur le continent. Hollande, Fabius, la ministre de l'écologie Ségolène Royal, la secrétaire d'État au développement et à la francophonie Annick Girardin, la maire de Paris Anne Hidalgo, sont allés dans les États du « pré carré » de la France, dont le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Congo et le Gabon. Ils se sont aussi rendus dans des pays qui intéressent d'habitude peu la diplomatie française, comme l'Angola, le Botswana, le Ghana, la Namibie ou la Zambie. Girardin a par ailleurs reçu le 8 juillet les ambassadeurs africains en France, « dans le cadre de la préparation de la COP21 ». »

Elle précise un peu plus loin : « Le président du Congo, Denis Sassou Nguesso, apparaît également très courtisé. Soupçonné par l'opposition congolaise de vouloir modifier la Constitution afin de se présenter à la prochaine élection présidentielle, il a été lui aussi reçu à l'Élysée début juillet. La présidence française a alors expliqué : « François Hollande a salué la mobilisation de la République du Congo en faveur du succès de la Conférence de Paris sur le climat. » Personne, semble-t-il, n'a reparlé de l'affaire dite « des biens mal acquis », à l'origine de fortes crispations il y a deux ans entre Brazzaville et Paris. Début septembre, Hidalgo était, elle, dans la capitale congolaise, où elle a notamment déclaré : « La ville de Brazzaville, son maire et le

<sup>85</sup> <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/04/07-hr-situation-in-congo/>,

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2016-04-08.html#Chapitre11>

<sup>86</sup> Prévues le 27 mars, les législatives sont reportées de 6 mois, <http://www.garoweonline.com/en/news/somaliland/somalia-presidential-election-postponed-in-somaliland>

<sup>87</sup> [http://www.alwihdainfo.com/Ouverture-de-la-COP21-a-Paris-Denis-Sassou-N-Guesso-demande-aux-pays-pollueurs-de-tenir-leurs-engagements\\_a25670.html](http://www.alwihdainfo.com/Ouverture-de-la-COP21-a-Paris-Denis-Sassou-N-Guesso-demande-aux-pays-pollueurs-de-tenir-leurs-engagements_a25670.html)

<sup>88</sup> <https://electionsafrique.wordpress.com/2015/12/17/congo-b-bilan-du-coup-detat-constitutionnel-doctobre-2015-en-republique-du-congo-et-demande-dune-mission-denquete-internationale/>

<sup>89</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/230915/paris-temps-presses-aupres-de-ses-amis-africains-pour-un-accord-la-cop21>



président de la République sont très engagés sur les questions de climat. » En juillet 2015, François Hollande semblait encore plus ou moins soutenir le respect de la constitution. La préparation du sommet sur le climat l'a-t-il influencé quand il a basculé deux jours avant le référendum. Le doute est resté sur « le cafouillage autour du référendum constitutionnel congolais » qui révélait peut-être « une volonté de ne pas froisser son invité à la COP21 », selon les mots des journalistes Christophe Boisbouvier et Michael Pauron<sup>90</sup>.

Jean-Louis Borloo s'est invité dans le débat sur le climat avec le soutien de l'Élysée. L'énaïg Bredoux et Clément Fayol indique<sup>91</sup> : « En mars 2015, Jean-Louis Borloo avait déjà été adoubé par l'Élysée lors du lancement d'Énergies pour l'Afrique. La présidence de la République a même mis à sa disposition l'hôtel Marigny, une des annexes prestigieuses du Palais. » Lui aussi multipliera les visites auprès des chefs d'Etat en Afrique et le 16 avril 2016, il est présent à Brazzaville à l'investiture du président non-élu, aux côtés de l'ancienne ministre de la Francophonie Yamina Benguigui<sup>92</sup>.

Cette phase d'action diplomatique sur le climat et l'énergie aura des conséquences sur l'Afrique sur les moyens et longs termes. Le ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer affiche des chiffres le 7 mars 2017<sup>93</sup> : « L'Initiative africaine pour les énergies renouvelables a été lancée lors du sommet des chefs d'État africains à Paris pendant la COP21, en présence du président de la République française. À cette occasion, 10 bailleurs (G7 et Commission européenne, Pays-Bas, Suède,) s'étaient engagés à mobiliser 10 milliards de dollars pour développer 10 GW de capacité renouvelable supplémentaire en Afrique d'ici 2020. En un temps record, 4 milliards d'euros d'investissements sont mobilisés grâce à la décision majeure prise à Conakry, qui permet à l'Initiative de franchir une étape fondamentale : 19 projets ont été retenus pour être lancés immédiatement. Ils représentent 1,7 GW de capacité d'énergie renouvelable supplémentaire, plus de 4 milliards d'euros d'investissements et 300 millions d'euros de dons de la Commission européenne. Les appels d'offres interviendront dans les prochaines semaines. »

Sur le climat et l'énergie, des processus sont lancés et il est impossible d'en tirer un bilan à court terme, les conséquences, les éventuelles réussites et échecs en Afrique, s'observeront dans les années à venir. La place des entreprises françaises sur ces nouveaux marchés s'observera également.

## **2016 : un silence de plomb sur les coups d'Etat électoraux**

Au premier semestre 2016, lors des présidentielles, commence la série des inversions de résultats à la compilation des procès-verbaux, autrement dit coups d'Etat électoraux, en mars au Congo Brazzaville, puis en avril à Djibouti et au Tchad<sup>94</sup>. Au MAE, en février 2016, Jean-Marc Ayrault remplace Laurent Fabius. L'exécutif français choisit de ne pas s'engager pour la démocratie, comme le reste de la communauté internationale et africaine.

L'arrivée de Jean-Marc Ayrault a redynamisé le MAE. Le journaliste Seidik Abba indique qu'il « a libéré l'énergie et les initiatives de ses collaborateurs »<sup>95</sup>. Mais la période n'était plus au lancement de nouveaux projets. Le Sommet de l'OIF à Madagascar en novembre 2016, au maximum d'hypocrisie à la fin de l'année des coups d'Etat électoraux en Afrique<sup>96</sup>, fera un flop<sup>97</sup>. Le Sommet Afrique-France de janvier 2017 au

<sup>90</sup> Christophe Boisbouvier et Michael Pauron, <http://www.jeuneafrique.com/mag/282452/politique/cop21-diplomatie-climatique-realpolitik-a-francaise/>

<sup>91</sup> Sous la présidence Hollande, la Françafrique innove 13.1.16 <https://www.mediapart.fr/journal/international/130116/sous-la-presidence-hollande-la-francafrique-innove?onglet=full>

<sup>92</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20160416-congo-brazzaville-defis-sassou-nguesso-investiture-zuma-deby-bongo-issoufou-santos->

<sup>93</sup> <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-03-07.html#Chapitre9>

<sup>94</sup> RMarzin 5.7.16 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/> + 27.4.17, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrrique-depuis-1990/>

<sup>95</sup> [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/10/comment-jean-marc-ayrault-a-repris-en-main-les-affaires-africaines\\_5029073\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/11/10/comment-jean-marc-ayrault-a-repris-en-main-les-affaires-africaines_5029073_3212.html)

<sup>96</sup> RMarzin 29.4.17 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrrique-depuis-1990/>

Mali, sera une sorte de non-événement et la publicité pour le bilan d'Hollande sonnera comme un aveu contraire maladroit, sans perspective aucune.

Devant un tir groupé d'inversion des résultats aux premiers tours, une réaction internationale face au sujet aurait pu être visible<sup>98</sup>. Cela n'a pas été le cas pour l'Onu, l'Ua, l'Ue et le SEAE, l'OIF et le gouvernement français. La stratégie des présidents a été confortée par le traitement au cas par cas de la presse internationale et des diplomates, reflet d'une absence globale de considération pour l'aspect technique des processus électoraux en Afrique. L'effet général obtenu dans cette absence de règle de traitement diplomatique des processus électoraux, est que vingt-cinq ans après l'introduction du multipartisme, il reste convenu de faire comme si l'organisation d'élections était un critère suffisant de démocratie en se contentant d'émettre des réserves.

Sur le Congo Brazzaville, le MAEDI et l'Elysée ont gardé une position ambiguë et très silencieuse suite à la polémique sur le court soutien de François Hollande au référendum anti-constitutionnel<sup>99</sup>. Sur Djibouti, il y a eu conflit entre l'ambassadeur de France, Serge Mucetti et Ismaïl Omar Guelleh après la répression violente visant à détruire le processus électoral fin 2015<sup>100</sup>, puis le pouvoir français s'est tu et ce silence a été compris comme une priorité à la collaboration militaire après le passage de Jean-Yves Le Drian en juillet 2015 et la réception au MAE du Ministre des affaires étrangères djiboutien Mahamoud Ali Youssouf le 23 mars 2016. Le silence sur l'inversion de résultat au Tchad a lui aussi rappelé la priorité accordée au domaine de la Paix et de la sécurité.

Un incident symbolique attire l'attention. Après l'inversion du résultat de la présidentielle par Idriss Déby en avril 2016, la disparition de militaires tchadiens concerne à la fois les domaines de la démocratie et de la Défense. Le 12 mai 16, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Romain Nadal en est arrivé à s'inquiéter<sup>101</sup> : « La France s'inquiète, comme ses partenaires de la communauté internationale, des disparitions signalées par les organisations de défense des droits de l'homme, de militaires tchadiens... Nous souhaitons qu'une enquête des autorités tchadiennes permette de faire toute la lumière sur ces affaires ». Puis, l'affaire s'est tassée, malgré les relances de la FIDH. Les conséquences de l'alliance avec Idriss Déby ont été gérées, la 'dangerosité' de l'allié étant connue dès le départ.

De quelles manières les militaires français positionnés à Ndjaména influencent-ils Idriss Déby ? Limitent-ils ses envies d'en finir brutalement avec toute opposition ? La coopération militaire et les responsabilités d'Idriss Déby à l'Onu et à l'Ua l'ont poussé à gérer son image, au contraire d'autres dictateurs d'Afrique centrale, Ali Bongo, Denis Sassou ou Joseph Kabila qui ont récemment commis des massacres. Idriss Déby neutralise maintenant ses opposants de manière 'dosée' pour utiliser un mot apprécié par Jean Ping<sup>102</sup>.

En 2015 et 2016, les media ont ramené fréquemment l'actualité sur les questions électorales, accentuant le paradoxe de l'absence d'intérêt actif pour l'exécutif français. L'expression de la frustration des diplomates sur la défense des valeurs démocratiques s'est exprimé au travers de leurs soulagements joyeux à chaque victoire de la démocratie, en Tunisie, au Burkina Faso et en Gambie.

Ce qui impacte fortement la perception de la politique française au niveau de la démocratisation, c'est l'évolution du nombre de dictatures et de démocraties dans les 20 ex-colonies françaises. En 2017, il reste 8 dictatures stables : Congo Brazzaville, Cameroun, Tchad, Djibouti, Gabon, Togo, Algérie, Mauritanie, au

---

<sup>97</sup> Ali Bongo non élu près Hollande : <http://www.rfi.fr/afrique/20161127-francophonie-sommet-marque-declarations-politiques>

<sup>98</sup> RM, 5.7.16, [https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/#\\_Toc455424827](https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/#_Toc455424827)

<sup>99</sup> RM, 5.7.16, [https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/#\\_Toc455424827](https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/#_Toc455424827)

<sup>100</sup> <http://www.jeuneafrique.com/mag/282523/politique/france-djibouti-apres-mucetti-guilhou/>

<sup>101</sup> [http://www.lepoint.fr/societe/disparition-de-militaires-au-tchad-paris-demande-une-enquete-12-05-2016-2038779\\_23.php](http://www.lepoint.fr/societe/disparition-de-militaires-au-tchad-paris-demande-une-enquete-12-05-2016-2038779_23.php)

<sup>102</sup> Cf son slogan, « Jean Ping, c'est dosé ».

lieu de 10 en 2012, avec la Centrafrique et le Burkina Faso. Le niveau de dictature a augmenté très fortement au Congo Brazzaville, à Djibouti, et au Gabon, il resté très élevé au Cameroun. La Côte d'Ivoire est, faute de résolution de son conflit fondamental depuis 2011, devenue une sorte de dictature de suite de guerre, sans légitimité électorale, mais qui pourrait se démocratiser en fonction des solutions apportées aux différents problèmes, et en respectant la limitation de 2 mandats présidentiels<sup>103</sup>. Le Maroc est une monarchie qui évolue au niveau de ses institutions depuis le Printemps arabe. La Centrafrique et la Guinée Conakry restent en transition vers la démocratie depuis 2014 et depuis 2009, faute soit d'Etat solide pour le premier pays, soit de processus électoraux crédibles pour le second.

En 2017, formellement et sans considérer la fragilité et les difficultés diverses, 8 pays sont démocratiques : Bénin, Mali (sauf au Nord), Niger, Sénégal, Comores, Tunisie, Madagascar et Burkina Faso, soit 4 pays de plus qu'en 2012 : Mali, sortant de l'instabilité et de la guerre de 2012-2013 restant en danger, Tunisie, Madagascar, et Burkina Faso, après la fin de transition vers la démocratie. La démocratie a donc continué de s'installer dans les ex-colonies françaises entre 2012 et début 2017, mais l'exécutif français n'a pas réussi à s'associer à ces progrès en raison de ces liens ambigus avec les régimes dans 8 pays de dictature stable, d'autant que le bilan sur le Burkina Faso a été rapidement annulé par le bilan en République du Congo. Plus important encore, pendant 5 ans, Gouvernement et Elysée n'ont pas été entendu sur la qualité des processus électoraux, le seul levier disponible dans la non-violence pour aller vers des alternances et la fin des dictatures. Si le sujet reste encore très largement impensé, il s'associe à la frustration des observateurs dans la perception du bilan.

### **Les phases du quinquennat de François Hollande pour l'Afrique**

Après la période d'indécision du seconde semestre 2012, deux phases principales se distinguent : une première partie de janvier 2013 à mars 2014, la phase des guerres au Mali et en Centrafrique, marquée par la prédominance du domaine militaire, puis mars 2014, jusqu'à la fin, une phase de léger rééquilibrage entre les approches militaire, économique et politique<sup>104</sup>. Dans cette phase, 2014 est marquée par une plus grande sensibilité aux questions de démocratie, 2015 voit le retour d'une priorité militaire dans la lutte contre le terrorisme, en 2015 et 2016 se lancent de grandes initiatives sur le climat et l'énergie, et 2016 termine le quinquennat dans une gestion plus dynamique des affaires, mais aussi dans le déni flagrant des coups d'état électoraux.

A partir du voyage de Déby à Paris le 5 décembre 2012, jusqu'à mars 2014, s'est déroulé la phase liée à la guerre au Mali, plus encore qu'aux interventions au Mali et en RCA, où la priorité donnée aux actions de l'armée française a déséquilibré la politique française, où la démocratie a été oubliée, ce qui a permis aux dictateurs des ex-colonies d'en profiter sans aucun effort. Après le retour d'une préoccupation pour la démocratisation en 2014 illustré au Burkina Faso, en 2015, le « réalisme » des relations avec les chefs d'Etats régnant par la force et sans être élus est revenu alors que les priorités étaient établies sur la lutte contre le terrorisme et la préservation du climat. Au final, au jeu de la patate chaude, François Hollande a passé la balle à son successeur.

La politique française en Afrique sous François Hollande ne peut s'analyser qu'en considérant la seconde phase du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Sous Nicolas Sarkozy, la période avec Bernard Kouchner au Ministère des affaires étrangères de 2007 à 2010 précède le passage d'Alain Juppé du ministère de la défense au MAE. Les interventions militaires en Libye et en Côte d'Ivoire replacent alors l'armée française au centre du jeu politique après une période de retrait en Afrique, marquée par l'expérience douloureuse en

<sup>103</sup> Voir carte 2016 <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrrique-depuis-1990/>

<sup>104</sup> <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/04/13-avril-2017-paris-afrique-1ere.html>

Afghanistan. En 2012, François Hollande et le gouvernement ont récupéré un processus de revalorisation de l'armée française déjà engagé, qu'ils n'avaient ensuite qu'à poursuivre, d'une autre manière.

Comme l'intervention militaire en Libye était très critiquée a posteriori<sup>105</sup>, au regard de l'état postérieur du pays, certaines erreurs devaient aussi être évitées. Du point de vue de la démocratisation, le 'printemps arabe' n'avait alors fonctionné qu'en Tunisie. Dans le bilan du précédent président, il s'observait que le conflit libyen de 2011 avait participé à déstabiliser le Mali en 2012. La nécessité de corriger les erreurs du prédécesseur a été souvent évoquée.

Le 6 mars 2012, un jour avant la clôture de la précédente législature, le dernier rapport de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le « Rapport d'information sur la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne »<sup>106</sup> indiquait une direction, avant même que le nouveau parlement ne soit élu : sur les questions militaires, Parti Socialiste et UMP prévoient de travailler ensemble sur le Sahel.

Cependant, dès mi-2013, il apparaissait qu'une raison majeure de la progression déséquilibrée de la logique militaire, se trouvait dans l'absence de projet politique et le vide programmatique du Parti socialiste et de François Hollande avant d'arriver au pouvoir<sup>107</sup>. Les militaires allaient agir et prendre des responsabilités en 2012 et 2013 en constatant un vide intellectuel sur d'autres domaines dont ils n'étaient pas responsables. Personne n'avait alors d'approche globale suffisante, qui fixerait un cadre à l'action militaire, qui soit porteur d'équilibre.

A partir de mi-2014, quelques mois après le remplacement de l'Amiral Guillaud par le général de Villiers comme chef d'Etat-major de l'armée, les excès d'influence militaire ont été gommés, et la politique s'est partiellement rééquilibrée, sans arriver pour autant à un discours et des actions correctes sur la démocratie. La position dans la révolution burkinabé symbolisait ce retour à l'équilibre qui vacillerait peu de temps après à cause de Denis Sassou Nguesso. Le pire venait d'être évité en Centrafrique en obligeant Déby à laisser la place aux forces de l'Onu aux côtés de Sangaris. Il est important de souligner ce qui a failli arriver, sans être arrivé. François Hollande son Etat-major très influent n'ont pas fait en Centrafrique une erreur majeure, comme l'avait faite François Mitterrand et son Etat-major au Rwanda.

### **Et que devient la Françafrique dans tout cela ?**

« Je romprai avec la « Françafrique », en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité. »<sup>108</sup> En ne disant que cela dans son 58e engagement de programme en 2012, François Hollande ne s'engageait pas beaucoup. Il se servait aussi du concept de Françafrique comme d'un leurre, en cachant son absence de programme.

Quelques éléments sont assez vite venus confirmer les efforts. La conseillère Afrique de l'Elysée, Hélène Le Gall, a affirmé « avoir mis fin aux relations spéciales et aux émissaires « gris » qui pouvaient auparavant appeler directement ou faire du lobbying auprès du conseiller Afrique »<sup>109</sup>. Rien n'a a priori contredit ce fait. En 2009, Robert Bourgi défendait Ali Bongo auprès de Nicolas Sarkozy<sup>110</sup> mais en 2016, Robert Bourgi défend Jean Ping, le président vraiment élu en 2016, et la démocratie au Gabon.

<sup>105</sup> 15.9.16, <http://www.lci.fr/international/guerre-en-lybie-un-rapport-britannique-accable-sarkozy-2003099.html>

<sup>106</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2012/05/11/france-mali-sahel-un-rapport-de-lassemblee-nationale-francaise-de-derniere-minute/>

<sup>107</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

<sup>108</sup> 58e engagement du Projet de François Hollande, [http://raby-f.fr/60\\_engagements.html](http://raby-f.fr/60_engagements.html) copie de <http://francoishollande.fr/le-projet/>

<sup>109</sup> Aline Leboeuf et Hélène Quénot-Suarez, IFRI, 2014, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quenot\\_suarez\\_leboeuf\\_politique\\_africaine\\_de\\_la\\_france.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/quenot_suarez_leboeuf_politique_africaine_de_la_france.pdf)

<sup>110</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/01/02/gabon-du-coup-detat-electoral-de-2009-au-depart-anticipe-dali-bongo/>

Le journaliste Christophe Boisbouvier a signalé le 8 octobre 2015 un second élément<sup>111</sup> : « Les juges savent qu'ils ont plus de liberté aujourd'hui avec François Hollande qu'avec ses deux prédécesseurs. Résultat : le dossier des biens mal-acquis avance au niveau judiciaire ». Cette procédure judiciaire a été et reste un élément essentiel de déconstruction du système de relation entre l'Etat français et les Etats pétroliers d'Afrique centrale en dictature, le Gabon, le Congo Brazzaville et la Guinée Equatoriale. En effet, les affaires avancent en justice malgré les défenses des 3 chefs d'Etat. Cela continuera et le successeur du président Hollande aura encore plus qu'à en gérer les conséquences diplomatiques.

Quand un politique ou un autre acteur se permet de juger de l'état de la Françafrique, de sa disparition ou de sa persistance, s'il est lui-même partie prenante, son avis ne compte guère. Seuls compteront des avis plus neutres. Actuellement, le terme revient comme un qualificatif négatif marquant un jugement éthique, sans correspondre à un sens défini. Pour un acteur, le marqueur principal toujours actif, c'est la posture compromettante et inopportune, parfois comme un cheveu sur la soupe, avec les chefs d'Etat des dictatures. Dernièrement, des personnalités comme Manuel Valls<sup>112</sup>, François Loncle<sup>113</sup>, Jean-Marie Le Guen<sup>114</sup>, se sont vus attribués le qualificatif en raison de leur apparente proximité avec Faure Gnassingbé<sup>115</sup>. Le responsable d'En Marche ! Jean-Paul Delevoye, parce qu'il est membre du conseil d'administration de la fondation Brazzaville, créée par Jean-Yves Ollivier au profit de Sassou Nguesso, se voit déjà attribuer une étiquette de porte d'entrée de la 'Françafrique' dans l'entourage d'Emanuel Macron<sup>116</sup>.

En 2005, François-Xavier Verschave, a laissé en héritage intellectuel une double définition par la suite de plus en plus embarrassante<sup>117</sup> : selon lui, la Françafrique est soit composée d'acteurs principaux en nombre limité et lié à l'Etat, principalement Elysée, Etat-Major et Elf dans les années 90, soit composée d'une « nébuleuse » d'acteurs dont une partie hors de l'institution étatique. Depuis la mort en 2005 de l'auteur des best-sellers sur la Françafrique, les réseaux ou le réseau principal construits sur le modèle de celui de Foccart se sont usés et désagrégés, et le temps passant, la définition de type « nébuleuse » est devenu moins opératoire, et très peu utile. Une fois le tabou brisé sur la Françafrique, les enquêtes et travaux de recherches ont décrit des faits surtout par rapport à un cadre juridique normatif ou à des considérations politiques teintées de morale.

Les regards se sont tournés non pas vers quelques intermédiaires occultes mais vers ce qui posait le plus problème, la politique de l'Etat français en Afrique et la relation entre l'exécutif français et un groupe de chefs d'Etat non-démocratiques et criminels à différents degrés dans les ex-colonies françaises. La relation des multinationales avec les ex-colonies a continué d'attirer l'attention dans une moindre mesure et de manière assez séparée des relations étatiques. L'ensemble de ce qui reste d'une Françafrique foccartienne est de moins en moins un « système » structuré dans une logique, et, l'idée d'un « néocolonialisme » associé a d'autant plus reculé dans les analyses. A partir de l'intervention Serval, le qualificatif et la notion d'« impérialisme » sont restés présents dans des textes de plus en plus associés à une 'extrême-gauche' française, sans doute plus motivée par une vision idéologique de la situation en France que par l'étude de la réalité en Afrique<sup>118</sup>.

---

<sup>111</sup> <http://www.jeuneafrique.com/270592/politique/christophe-boisbouvier-afrique-francois-hollande-campagne-2017/>

<sup>112</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/180116/les-reseaux-africains-de-manuel-valls?onglet=full>

<sup>113</sup> François Loncle, 9.12.16, <http://www.jeuneafrique.com/382171/politique/president-faure-gnassingbe-different-de-pere/>

<sup>114</sup> <http://presidence.gouv.tg/fr/content/faure-gnassingbe-et-jean-marie-le-guen-ont-revisite-la-cooperation-franco-togolaise>

<sup>115</sup> François Loncle, 9.12.16, <http://www.jeuneafrique.com/382171/politique/president-faure-gnassingbe-different-de-pere/>

<sup>116</sup> <http://brazzavillefoundation.org/fr/notre-equipe>

<sup>117</sup> RM 5.8.12 : « Évolution de la Françafrique », <https://regardexcentrique.wordpress.com/2012/08/05/evolution-de-la-francafrique/>

<sup>118</sup> NPA en 2013 « L'impérialisme français est en net déclin mais, comme le montre son intervention militaire au Mali, il continue de jouer un rôle majeur » : <https://npa2009.org/node/39047>, ou l'Association Survie, 6.1.17, Conclusion p30 du dossier 'Cinq guerres pour un empire' : « Les autorités françaises rappellent ainsi qu'elles ont toujours les capacités de changer des régimes en place, comportement impérialiste par excellence... », la politique militaire « montr(ant) clairement la volonté de la France de

Pendant 5 ans, un nouvel enjeu s'est construit autour d'un mixte d'exigences de vérité historique et de justice, visible dans le conflit autour d'archives publiques. Le quinquennat se termine par la possibilité d'une déclassification de documents du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece) sur l'assassinat de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka en France vers le 29 octobre 1965<sup>119</sup>. Suite à la révolution de 2014 au Burkina Faso, il ne sera plus possible d'éviter une clarification sur le rôle des acteurs français dans l'assassinat de Thomas Sankara et, là aussi, la question de la déclassification de documents classés Secret défense est posée par des chercheurs français ou des juges burkinabés<sup>120</sup>. Concernant Ismaïl Omar Guelleh à Djibouti, l'affaire Borrel, scandale d'Etat depuis 1994, est restée en justice en France globalement bloquée entre 2012 et 2017.

Le dossier judiciaire majeur en suspens est celui des complicités françaises dans le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994. La question était l'une des priorités de Bernard Kouchner entre 2007 et 2010 et il avait difficilement rapproché les points de vue officiels des deux Etats. A partir de 2010-2011, la priorité donnée à la stratégie des militaires français en Afrique a pu cacher aussi une négociation interne entre politiques et militaires sur ce dossier. La revalorisation de l'armée française à partir de 2013 au Mali a poussé aussi à changer d'époque, entre la période 1994-2010 de remise en cause et de doute sur l'armée française, et la revalorisation publique du lien entre la population française et l'armée, autour de nouvelles fonctions dans la lutte contre le terrorisme. Inversement, si la lutte contre le terrorisme a été une priorité consensuelle, un bilan historique a pu être plus facilement mis de côté.

Sur le génocide des Tutsis du Rwanda, les affaires en justice se sont multipliées depuis 2012, traités lentement par le Pôle génocide et crime contre l'humanité du TGI de Paris, qui a été voulu par Bernard Kouchner. La priorité sur les procès simples des génocidaires rwandais en France a montré une avancée au niveau justice sans progrès sur la complicité française avec les génocidaires. Par un silence remarqué, François Hollande et ses gouvernements n'ont pas craint d'afficher une politique de l'autruche au risque de subir les foudres de Paul Kagamé. Au vingtième anniversaire en 2014, François Hollande et Manuel Valls ont subi les assauts des révélations sur la vérité historique sans broncher<sup>121</sup>. Le président a lâché médiatiquement un peu de lest sur la déclassification d'archives sans lâcher sur rien d'essentiel<sup>122</sup>, sachant que surtout depuis 2014, la vérité historique est déjà largement dévoilée sans qu'une prise en compte politique et judiciaire ne se soit enclenchée.

François Hollande a défendu l'héritage de François Mitterrand pendant 5 ans en faisant la sourde oreille, il a gagné du temps. Le 14 mai 2017, dans Jeune Afrique, Paul Kagamé a averti Emmanuel Macron<sup>123</sup> : « plus tôt la France sortira des manipulations judiciaires pour enfin accepter de se confronter à son rôle dans cette tragédie, mieux ce sera. Si j'ai un conseil à donner au nouveau président, c'est d'impulser ce moment de vérité et de regarder l'Histoire en face. Comment devrait-il s'y prendre concrètement ? C'est à lui de le décider. »

Le bilan du quinquennat socialiste est aussi composé de refus d'agir et de vide. En négatif, l'héritage mitterrandien pour Hollande, dont il se serait bien passé, pouvait l'amener à vouloir sortir l'armée française

---

réaffirmer son emprise sur les pays de son pré-carré », [http://survie.org/IMG/pdf/version\\_web\\_-\\_rapport-opex-2.pdf](http://survie.org/IMG/pdf/version_web_-_rapport-opex-2.pdf). La posture anti-impérialiste (française) est aussi soutenue par quelques personnalités africaines, surtout au Mali.

<sup>119</sup> 5.5.17, <http://lessor.org/vers-fin-derniers-secrets-de-laffaire-ben-barka/>, <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034582074&dateTexte=&categorieLien=id>

<sup>120</sup> Vincent Hiribarren, chercheur au King's College, 13.03.17, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/13/ouvrons-les-archives-sur-le-meurtre-de-thomas-sankara\\_5093727\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/13/ouvrons-les-archives-sur-le-meurtre-de-thomas-sankara_5093727_3212.html)  
12.10.16 : <http://www.voaafrrique.com/a/ouagadougou-demande-la-levee-du-secret-defense-francais-dans-l-affaire-sankara/3547506.html>

B. Jaffré, 12.5.17 : <https://blogs.mediapart.fr/bruno-jaffre/blog/120517/affaire-sankara-le-gouvernement-hollande-na-pas-tenu-ses-promesses>

<sup>121</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2014/04/17/genocide-des-tutsis-du-rwanda-vers-lexplosion-en-chaine-revue-de-presse-2014-classee/>

<sup>122</sup> François Graner 7.4.17 : <http://survie.org/billets-d-afrique/2017/266-mars-avril-2017/article/blocages-reels-avancees-concretes-5224>

<sup>123</sup> Interview pas encore disponible sur internet, [http://www.laboutiquejeuneafrique.com/product.php?id\\_product=846](http://www.laboutiquejeuneafrique.com/product.php?id_product=846)

de l'impasse dans laquelle le précédent président socialiste l'avait laissée et qui s'était prolongée jusqu'au départ de Bernard Kouchner du MAE en 2010.

L'historique de la Françafrique et des outils du système néocolonial joue actuellement sur la perception en Afrique de la présence militaire qui a été mise en exergue pendant 5 ans. A l'époque de la diversification des sources sur internet, de l'utilisation massive des réseaux sociaux, du découpage de l'information en textes courts, des dérives complotistes, prendre le risque de se contredire est dangereux. La crédibilité des discours politiques truffés d'hypocrisie ne résiste pas à l'analyse. Le discours de François Hollande sur les décisions désintéressées, en raison entre autres, de la Responsabilité de protéger les populations, discuté à l'Onu est fragilisé par ses contradictions.

Par exemple, à partir de combien de morts, un dictateur est-il condamné ou protégé des poursuites et sanctions de l'Onu, de l'Ue, de la CPI ou de l'exécutif français ? Les contradictions sont évidentes, et la politique française y a pris sa part, par exemple, en condamnant Pierre Nkuruziza et Joseph Kabila, et en laissant tranquilles Ismaïl Omar Guelleh, Denis Sassou Nguesso et Ali Bongo pendant les massacres de population lors de coups d'état constitutionnels et électoraux<sup>124</sup>. En particulier, le traitement de la crise électorale au Gabon par la communauté internationale dans le déni des massacres par les forces de l'ordre restera un fait historique symptomatique d'un dysfonctionnement international majeur<sup>125</sup>.

Les soupçons de mensonge sur la justification des actions ne peuvent que persister. Constamment, des faits viennent rappeler l'historique de la Françafrique et fragiliser la communication sur la politique de l'Etat. François Hollande a tenté de régler le problème en partant sur de nouvelles méthodes, en s'appuyant sur l'Onu, l'Ue, l'Oif, mais ses relations avec les dictatures des ex-colonies ou la coopération militaire structurelle ont annulé l'effet de ses efforts, le mettant de nouveau en position défensive. L'influence des militaires sans considération suffisante pour la démocratisation a renvoyé vers l'idée de Françafrique. Pourtant, le fonctionnement des relations entre Etats a continué d'évoluer, la structure étoilée des chefs d'Etats autour de Paris, s'est encore étioyée<sup>126</sup>. En réalité, le poids global de l'influence française se maintenait difficilement, au prix d'efforts et de compromis de moins en moins crédibles, les alliances avec des dirigeants comme ceux du Tchad et de la Côte d'Ivoire étant trop instables à plus long terme.

### **Une fausse « approche globale » sans considération pour la démocratie ?**

Dès le 18 juillet 2013, dans un communiqué intitulé 'Sortir de l'influence militaire et engager la politique française dans le soutien de la démocratie en Afrique', le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, 18 juillet 2013 écrivait<sup>127</sup> : « L'intervention militaire française au Mali a été déclenchée officiellement au nom de la démocratie, mais elle engendre aussi le soutien français à des régimes non démocratiques qui apportent leur appui, et a eu des conséquences très négatives dans plusieurs pays... la politique africaine de la France apparaît victime de l'influence de l'armée française et du lobby militaro-industriel. Les autres aspects, développement, droits humains, démocratie, lutte contre la corruption, passent au second plan. »

Par la suite, la situation est restée tendue sur les questions de paix et sécurité, avec des conflits longs, des résolutions partielles, complexes, connaissant des reculs. L'actualité elle-même poussait dans le sens du

<sup>124</sup> R.Marzin, 5.7.16, Congo-Brazzaville, Djibouti, Tchad, Guinée Equatoriale : les élections sans démocratie de mars et avril 2016, et le processus de démocratisation du continent africain, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/>

<sup>125</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/09/13/gabon-coup-detat-electoral-resume-jour-par-jour-bilan-reactions-internationales/>

<sup>126</sup> RM 5.8.12 « Évolution de la Françafrique », <https://regardexcentrique.wordpress.com/2012/08/05/evolution-de-la-francafrique/>

<sup>127</sup> <https://electionsafrique.wordpress.com/2013/07/18/communiqu-sortir-de-linfluence-militaire-et-engager-la-politique-francaise-dans-le-soutien-de-la-democratie-en-afrique/>

déséquilibre dans les directions générales de la politique française. Le Sahel et la Libye ont monopolisé l'attention des exécutifs français et européens. La Centrafrique, le Burundi et la RDC ont aussi été considérés avec attention mais le déséquilibre a été aussi géographique. L'Afrique vue d'Europe a été de plus en plus vue en termes de voisinage sous une frontière méditerranéenne, ce qui poussait à privilégier le Sahel pour une raison géographique.

Le chercheur Roland Marchal regrette qu'en France : « la survalorisation de l'outil militaire signifie une fin de réflexion politique » posant problème dans la « structure », quand il y a « une incapacité des diplomates à jouer leurs rôles »<sup>128</sup>. Au départ de François Hollande, les avis critiques, jusqu'alors plus retenus, se multiplient sur le Mali et le Sahel, pour tenter d'influencer un nouvel exécutif<sup>129</sup> : la multiplication des violences guerrières ou terroristes au Mali et dans d'autres pays est soulignée, comme un signal impliquant une correction<sup>130</sup>. Certains chercheurs et journalistes insistent sur les divergences concernant Kidal et le Mouvement National de Libération de l'Azawad<sup>131</sup>. Le plus critique est l'ancien fonctionnaire du MAE, Laurent Bigot, le 13 mai 2017 sur RFI<sup>132</sup> : « L'absence de vision politique et stratégique et une méconnaissance totale de l'Afrique a fait que les décisions courageuses, je considère que le déclenchement de l'opération Serval est une décision courageuse, se sont transformés en fiasco ». Et au sein même du Ministère de la défense, l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) publie une note sur le Mali, le 28 avril 2017<sup>133</sup> qui conclut : « L'emploi de la force à des fins stratégiques ne semble pas être une voie prometteuse pour l'Onu. Ces stratégies et avantages comparés reposent justement sur des moyens politiques et civils, et une approche de plus en plus militaire pourrait les empêcher de les exploiter efficacement. » L'opération Barkhane cache-t-elle un manque de travail sur une solution politique ?

Le fait d'avoir privilégié l'outil militaire sans l'équilibrer par des positions fermes sur la démocratisation a laissé la politique française dans une position instable, prêtant le flan à des critiques, qui pour l'instant sont comme contenues de manière perverse par la faiblesse des oppositions aux dictatures. Essayer de maintenir tabou la question de la collaboration militaire avec des pouvoirs illégitimes et criminels, avec des chefs d'Etats qui accumulent jusqu'à 3, 4 ou 5 élections présidentielles fraudées en amont ou au résultat inversé pour se maintenir sans être réellement élu aboutira nécessairement à une impasse. François Hollande, en Afrique, a été comme en France, un chef d'Etat qui n'a pas voulu prendre la mesure de la gravité de la situation réelle, en privilégiant, malgré ses efforts pour le cacher, ses propres priorités. De cette manière, il a participé avec d'autres à affaiblir la position des Nations-Unies, et, provisoirement, de l'Union européenne.

Si l'influence de l'armée française sur le bilan du gouvernement était si visible dès mi-2013, c'était déjà aussi en raison de l'absence de soutien à la démocratie, alors que le continent africain est à une période charnière pour se démocratiser, à l'équilibre en nombre de démocraties et de dictatures après 27 ans de démocratisation<sup>134</sup>. Le défilé des dictateurs à Paris ne s'est pas accompagné d'un soutien des démocrates. Il se devine une sorte de peur d'aller contre un réseau solidaire de dictateurs en s'attaquant à l'un d'entre eux.

---

<sup>128</sup> Conférence Tchad 4.2.17 : <https://regismarzin.blogspot.fr/2017/02/4-fevrier-2017-paris-pantin-tchad-9e.html?m=0>

<sup>129</sup> Le Monde, 25.4.17, Parler ou ne pas parler avec les djihadistes, un dilemme malien <http://www.rfi.fr/emission/20170513-laurent-bigot-sahel-armee-francaises-hollande-mali>, Libération 11.5.17 Au Mali, jusqu'où Macron suivra-t-il François Hollande ? [http://www.liberation.fr/planete/2017/05/11/au-mali-jusqu-ou-macron-suivra-t-il-francois-hollande\\_1568823](http://www.liberation.fr/planete/2017/05/11/au-mali-jusqu-ou-macron-suivra-t-il-francois-hollande_1568823), FIDH 11.5.17, Terrorisme et impunité font chanceler un accord de paix fragile, <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/terrorisme-et-impunite-font-chanceler-un-accord-de-paix-fragile>, Yvan Guichaoua 10.5.17, L'horizon compromis de la force Barkhane au Mali <https://theconversation.com/lhorizon-compromis-de-la-force-barkhane-au-mali-77340>

<sup>130</sup> En particulier par la FIDH, [https://www.fidh.org/spip.php?page=spipdf&spipdf=spipdf\\_article&id\\_article=21559&nom\\_fichier=article\\_21559](https://www.fidh.org/spip.php?page=spipdf&spipdf=spipdf_article&id_article=21559&nom_fichier=article_21559)

<sup>131</sup> [http://malijet.com/actualite\\_dans\\_les\\_regions\\_du\\_mali/rebellion\\_au\\_nord\\_du\\_mali/153375-mali-a-kidal,-l%E2%80%99arm%C3%A9e-fran%C3%A7aise-au-pied-du-mur.html](http://malijet.com/actualite_dans_les_regions_du_mali/rebellion_au_nord_du_mali/153375-mali-a-kidal,-l%E2%80%99arm%C3%A9e-fran%C3%A7aise-au-pied-du-mur.html)

<sup>132</sup> <http://www.rfi.fr/emission/20170513-laurent-bigot-sahel-armee-francaises-hollande-mali>

<sup>133</sup> Denis Tull, 28.4.17, Les missions de stabilisation en République démocratique du Congo et au Mali : les limites de l'ONU dans l'imposition de la paix, [http://www.defense.gouv.fr/content/download/501365/8515426/file/NR\\_IRSEM\\_37.pdf](http://www.defense.gouv.fr/content/download/501365/8515426/file/NR_IRSEM_37.pdf)

<sup>134</sup> R.Marzin 30.3.16, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/03/30/apres-26-ans-de-democratisation-dictature-et-democratie-bientot-a-lequilibre-en-afrique/>



Le résultat s'est fait directement sentir dans les répressions des opposants au moment de l'intervention militaire au Mali réalisée avec le soutiens des dirigeants africains quelle que soit la nature des régimes<sup>135</sup>.

La gestion des crises prenait déjà beaucoup de place dans les activités du Ministère des affaires étrangères. Cette priorité à la réaction aux crises a continué avec l'arrivée de Laurent Fabius, toujours avec une focalisation sur les crises militaires demandant une intervention type maintien de la paix<sup>136</sup>. La priorité a encore baissé sur d'autres types de crises, et surtout sur les crises électorales. Pour cela, la méthode du silence sur les massacres de populations lors d'élections a été utilisée en 2015 et 2016, à Djibouti, au Congo Brazzaville et au Gabon. Ainsi, la prévention des crises avec seuil sur le bilan des morts élevé, a permis indirectement à la logique militaire de gagner plus de terrain dans des domaines plus réservés de la diplomatie. Une rhétorique sur les Etats fragiles a remplacé la 'théorie de la stabilité' dans les dictatures, difficile à valoriser. La coopération militaire structurelle, en grande partie dans des dictatures a pu être rejustifiée en argumentant sur la formation des armées africaines.

En dehors de ses obligations dans le domaine militaire, le président n'était pas à l'aise avec les tyrans. Il a accordé une prime amicale à la démocratie à quelques présidents correctement élus comme IBK et Issoufou. Et pour quelques autres, dont Alpha Condé, il s'est aussi appuyé sur l'Internationale socialiste. Des partis politiques africains ont essayé de rallier l'IS pour obtenir des soutiens en France.

François Hollande a manifestement relancé la Francophonie, du moins ponctuellement. Elle somnolait depuis de nombreuses années avec Abdou Diouf entre 2003 et 2014. Surtout, il n'y avait aucun soutien à la démocratie, et quelques missions d'observations électorales avaient été instrumentalisées par des dictateurs, par exemple au Gabon en 2009<sup>137</sup>. L'arrivée de Michaëlle Jean, au Sommet de l'OIF le 1<sup>er</sup> décembre 2014 à Dakar a été marquée par un discours engagé du président français sur la démocratie<sup>138</sup>. Comme il est apparu ensuite que la Francophonie reprenait des actions sur les processus électoraux, le président Hollande semblait tenter de sortir d'un face-à-face entre Paris et les dictateurs en renvoyant la question de la démocratisation vers l'OIF. Il évitait d'être en première ligne, il semblait construire avec Michaëlle Jean une réponse francophone à côté de la stratégie européenne.

Michaëlle Jean a semblé motivée au départ. Mais elle a ensuite mangé son chapeau, neutralisée par une contre-attaque des régimes dictatoriaux. A la présidentielle du 25 avril 2015 au Togo, l'OIF et son envoyé observateur le Général Sangaré, très motivé et expérimenté, se sont retrouvés dans une position d'arbitre ou plutôt de témoin de la fraude à la compilation des résultats à la CENI. Suite à l'intervention d'Alassane Ouattara pour sauver le dictateur togolais et au coup de force qui a suivi, elle a jeté l'éponge : le rapport de Sangaré n'a pas été publié et son auteur a dû faire profil bas<sup>139</sup>. La volonté de Michaëlle Jean n'a pas vraiment survécu à cet échec, et, aux dernières nouvelles, elle tentait uniquement de maintenir l'expertise de son organisation au niveau des fichiers électoraux en abandonnant les observations. Elle se fera tout de même ensuite reprocher de ne pas avoir publié de rapport après le coup d'électoral gabonais de 2016<sup>140</sup>. Si jamais cela a été l'idée de François Hollande, la sous-traitance du soutien à la démocratie à l'OIF a été un échec. Le soutien aux Missions d'observation européennes aurait pu être la priorité.

En 2015, les attentats de Charlie Hebdo et du Bataclan ont changé les priorités en France et remis en avant le rôle de l'armée française dans ses fonctions de protection. Sans la focalisation sur la lutte contre le terrorisme en 2015 et 2016, l'Elysée aurait peut-être conduit une autre politique africaine.

---

<sup>135</sup> RMarzin, 9.7.13, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

<sup>136</sup> RMarzin, 9.7.13, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

<sup>137</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/01/02/gabon-du-coup-detat-electoral-de-2009-au-depart-anticipe-dali-bongo/>

<sup>138</sup> Cf paragraphe sur OIF du chapitre '2014 : un retour de la démocratie au premier plan'

<sup>139</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/04/30/togo-mascarade-presidentielle-2015-revue-de-presse/>

<sup>140</sup> <https://blogs.mediapart.fr/laurent-duarte/blog/200217/observation-electorale-de-loif-au-gabon-lettre-ouverte-mme-michaëlle-jean>

L'approche développementiste dès 2012 n'a sans doute pu éviter de se retrouver en concurrence avec l'approche du soutien à la démocratie au travers du soutien technique sur les processus électoraux. En juin 2013, le Ministre délégué au développement, Pascal Canfin, signe l'introduction du rapport « Mémoire de la France sur ses politiques de coopération »<sup>141</sup>. Ce rapport insiste sur les 'Etats fragiles' : Les Etats sont considérés comme fragiles selon « une grille d'analyse des fragilités qui permet une approche souple et adaptable à l'évolution des contextes des pays partenaires. Cette grille est construite autour de cinq catégories de fragilité : défaillance de l'État de droit, État impuissant, État illégitime ou non représentatif, économie défaillante, société fragilisée ». Cette désignation évite une critique directe de l'absence de démocratie, puisque les questions électorales ne sont pas mises en avant. Ce nouveau discours sous-entend qu'une gouvernance théorique pourrait pousser des dirigeants à s'amender avant de quitter le pouvoir. Par définition de la dictature, cela ne peut être le cas. Parallèlement, au niveau du MAE, le levier principal de transformation politique qui a consisté à essayer d'aider à imposer la qualité des processus électoraux, n'est pas exprimé, et là-aussi, le gouvernement français n'était pas sur la position européenne.

S'exprimant sur le bilan de François Hollande, le 13 janvier 2017, Drissa Traoré, le vice-président de la FIDH et Florent Geel, le directeur Afrique de la FIDH parlent, eux<sup>142</sup>, de « Renoncements démocratiques au nom de la lutte contre le terrorisme ». Ils soulignent que : « Deux ans après son engagement militaire au côté des forces françaises au Mali, le président tchadien se présentait en avril 2015 pour un cinquième mandat sans provoquer de réaction des autorités françaises sur la nécessité de l'alternance, la répression de l'opposition et de la société civile ou la disparition de 60 soldats de l'armée tchadienne ayant voté contre Idriss Déby » ou encore que « Le Cameroun de Paul Biya tire, lui, son épingle du jeu par son rôle dans la libération des otages français des mains des groupes armés nigériens. »

En fin de mandat, François Hollande admet un certain non-engagement pour la démocratie, en parlant de sécurité et de développement tout en supprimant la référence à la démocratie. Le 9 novembre à l'Onu, il dit<sup>143</sup> : « Mais il n'y aura pas de développement de l'Afrique sans que sa sécurité soit garantie ». Il le redit le 12 avril 2017 devant le président de l'Ua, Alpha Condé<sup>144</sup> : « notre intérêt commun, la France, l'Europe, l'Afrique, c'est d'agir pour le développement, pour la paix et pour la sécurité. » Il rajoute alors : « La France n'intervient pas pour faire infléchir ou faire changer des règles politiques ou des régimes électoraux. La France est en soutien de l'Afrique parce qu'elle pense que ce continent a un grand potentiel, mais aussi des difficultés qu'il faut régler et que ce qui se passe en Afrique a des conséquences en Europe, ne serait-ce que l'immigration, le terrorisme, l'instabilité. » Le 28 février 2017, il accepte aussi de recevoir Ismaïl Omar Guelleh après son coup d'état électoral d'avril 2016 pour parler de lutte contre le terrorisme et de développement durable, dans la plus grande indifférence pour les démocrates djiboutiens désorganisés par la répression<sup>145</sup>.

En 2002, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Boutros-Ghali écrivait un livre : « Paix, Développement, Démocratie. Trois agendas pour gérer la planète. » La construction en 3 pôles est assez évidente, puisqu'en politique étrangère le classement le plus évident consiste à classer les actions, décisions événements en 3 catégories dans les domaines militaire, économique et pouvoir politique. Traduit positivement en objectif, les domaines se projettent facilement en 3 objectifs positifs généraux assez

---

<sup>141</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>, Mémoire de la France sur ses politiques de coopération : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-publications-infographies/publications/enjeux-planetaires-cooperation-internationale/etudes/article/rapport-memorandum-de-la-france>

<sup>142</sup> [http://www.liberation.fr/debats/2017/01/13/afrique-france-une-relation-a-reinventer-apres-hollande\\_1540666](http://www.liberation.fr/debats/2017/01/13/afrique-france-une-relation-a-reinventer-apres-hollande_1540666)

<sup>143</sup> <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2016-09-21.html#Chapitre2>

<sup>144</sup> <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-04-12.html#Chapitre2>

<sup>145</sup> <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-02-28.html#Chapitre2>, <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/02/25-et-28-fevrier-2017-paris-djibouti.html>

consensuel<sup>146</sup> : Paix, développement et démocratie, trois pôles mieux compris sous la forme, Paix et sécurité, Economie et développement, Démocratie et Etat de droits. Ces 3 pôles peuvent englober la majorité des outils de l'Onu et de l'Union européenne, avec une certaine souplesse dans la réduction, par exemple en associant les questions écologiques aux questions économiques<sup>147</sup> ou en comprenant que la politique migratoire s'appuie sur une partie sécuritaire et une partie de développement.

Même pour la lutte contre le terrorisme, le Conseil de sécurité de l'Onu, propose de « s'attaquer aux conditions qui font le lit du terrorisme, notamment de tout faire pour prévenir les conflits de longue durée ou les régler par des moyens pacifiques et de promouvoir l'état de droit, la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la bonne gouvernance, la tolérance et l'ouverture »<sup>148</sup>. L'Onu n'est pas non plus très engagé pour la démocratisation de l'Afrique, elle peut avoir un discours théorique sans assumer pratiquement.

L'Union européenne est sans doute plus avancée dans le début d'une mise en œuvre pratique d'une politique selon une approche globale. Après débat au parlement européen<sup>149</sup>, le 12 mai 2014, le Conseil de l'Ue en rappelait l'essentiel<sup>150</sup> : « une capacité sans équivalent à combiner de manière cohérente des politiques et des instruments se rapportant à un large éventail de domaines qui vont de la diplomatie, de la sécurité et de la défense au financement, au commerce, au développement et aux droits de l'homme, ainsi qu'à la justice et la migration... C'est dans les situations de crise et de conflit et dans les États fragiles que la nécessité d'une telle approche globale est la plus pressante ». En cas de fin de guerre, la prise en compte de la légitimité du pouvoir est évidemment essentielle.

Le 9 mai 2017, dans un discours devant le Conseil de sécurité de l'Onu, Federica Mogherini rappelle, dans un paragraphe intitulé 'Sécurité et développement', au nom de l'Ue que « nous croyons que la sécurité ne concerne pas uniquement la force militaire. Il s'agit de trouver le terrain commun, la coopération au-dessus de la confrontation, la diplomatie. Il s'agit du développement humain et de la croissance économique. Il s'agit de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits humains ... Nous transformons ces concepts en pratique chaque jour en tant qu'Européens »<sup>151</sup>.

Le décalage de discours entre François Hollande et le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) de l'Ue est d'abord un décalage de pratique. Son discours ne reprend pas l'approche globale selon la conception européenne actuelle, quand il supprime la partie « démocratie et Etat de droit », et les éléments de langage facilitent la relation entre l'Etat français et les dictatures africaines, dans un flou constant sur les objectifs.

---

<sup>146</sup> Et certainement non totalement consensuel : les limites écologiques de la planète peuvent faire réfléchir l'idée de développement en dehors d'une transition écologique. Historiquement, il y a eu l'idée de 'dictature du prolétariat' pour casser une domination de classe sociale, et des défenseurs du modèle de développement chinois pense que la démocratie n'est pas une priorité, y compris en Afrique. En outre, dans des rare cas de volonté d'un groupe majoritaire de détruire un autre groupe par la guerre ou le génocide, la question de la démocratie peut aussi être complexe, par exemple au Rwanda depuis 1994.

<sup>147</sup> Ou sinon il est possible de corriger en : Paix et sécurité, Economie, écologie et développement, Démocratie et Etat de droits.

<sup>148</sup> <http://www.un.org/press/fr/2013/CS10882.doc.htm>, au Niger : <http://ne.one.un.org/content/dam/unct/niger/docs/NE-UNCT-UNDAF%20Domaine%20Gouvernance%20Paix%20S%C3%A9curit%C3%A9.pdf>

<sup>149</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2014-0138+0+DOC+XML+V0//FR>

<sup>150</sup> [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/FR/foraff/142553.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/142553.pdf), voir aussi Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne - Conseil des affaires étrangères - Conclusions 17/10/2016 :

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2016-10-18.html#Chapitre3>

<sup>151</sup> traduction de l'anglais non officielle, texte original : « First of all, we believe that security is not only about military might. It is about finding common ground, cooperation over confrontation, diplomacy. It is about human development and economic growth. It is about democracy, rule of law, and human rights... We are turning these concepts into practice each and every day as Europeans », [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/25815/high-representativevice-president-federica-mogherini-eu-un-cooperation\\_en](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/25815/high-representativevice-president-federica-mogherini-eu-un-cooperation_en)

Actuellement, en Libye, en Centrafrique, au Congo Kinshasa, au Soudan du sud, en Somalie, la composante 'démocratie' de l'approche globale est évidente, même si cela n'est pas simple. Ailleurs que dans les cas de fin de guerre, la question est de savoir s'il y a prévention des crises électorales à des échelles nationales ? Pour l'instant, en pratique, la prévention est minimale, alors que les missions d'observations électorales sont fréquemment instrumentalisées par des dictateurs. La communauté internationale a été prise en défaut en 2016 lors des massacres à Djibouti, au Congo Brazzaville, et au Gabon liés à des coups d'Etat électoraux. L'absence de prévention a été accompagné d'un déni sur les massacres. Il y a maintenant crise électorale générale dans toute l'Afrique centrale avec montée de la contestation des populations et aggravation de la répression<sup>152</sup>.

En juillet 2011, le futur président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, alors président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso expliquait<sup>153</sup> : « "Démocratie, paix et développement" sont trois processus dynamiques étroitement liés dans la mesure où la démocratie et le développement ne peuvent s'épanouir dans une situation conflictuelle. En effet, un environnement politique garantissant la paix, la sécurité et la stabilité, le respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'État de droit et la bonne gestion des affaires publiques, fait partie intégrante du développement à long terme. »

Au pire, le danger serait que l'Union européenne s'habitue à ce déséquilibre en France et s'en accommode au point de vouloir utiliser les forces françaises comme son bras armé sans exiger d'effort du gouvernement français sur la démocratie en Afrique. En France, ce déséquilibre a, par ailleurs, participé à scinder en deux la gauche et la droite du PS et à affaiblir l'alliance de gouvernement avec les Verts.

Pour la communauté internationale et africaine, penser ensemble la gestion militaire des conflits et la gestion politique des crises selon une approche globale, qui soit aussi préventive, serait utile si ce n'est nécessaire. La qualité d'une politique supranationale concernant l'Afrique se juge dans la capacité à équilibrer et associer les pôles 'Démocratie et Etat de droit', 'Paix et sécurité', 'Economie et développement'. Actuellement, les dirigeants français conçoivent les actions politiques en faveur de la démocratie uniquement comme des suites d'actions militaires en gestion de crise.

Malgré leur position théorique, Onu et Ue se retrouvent pris en défaut, souvent pour l'Onu, parfois et de moins en moins souvent pour l'Ue. Pour éviter qu'en théorie, la défense des grands principes ne se transforme en pratique en irresponsabilité sur la question de la démocratisation de l'Afrique, les Nations-Unies et l'Europe auraient besoin d'un consensus avec le gouvernement français, ce qui n'a pas été le cas sous François Hollande. Cependant, sur le terrain, lors des 5 dernières années, les ambassadeurs européens et français, anglais, allemands, belges, italiens, ont travaillé de plus en plus collectivement et se mettent de plus en plus souvent d'accord sur des positions communes, rationnellement étayées.

Faute de consensus franco-européen, par défaut, un transfert progressif des décisions vers l'Europe a commencé à se mettre en place. Ces transferts de pouvoir sont très peu médiatisés en France. Les sommets Afrique-France seront bientôt obsolètes. Un cinquième sommet UE-Afrique aura lieu en 2017, 29 et 30 novembre à Abidjan. Sur la démocratisation de l'Afrique, si les positions françaises et européennes ne s'harmonisent pas, la position française est trop faible pour se maintenir et de l'énergie et du temps seront perdus dans un processus de rationalisation plus chaotique.

Le phénomène de transfert de pouvoir des Etats-membres vers l'Ue a été très visible dans la politique migratoire. Si en France, il y a eu à la fois continuité avec des arrangements par rapport à la politique du quinquennat précédent, les décisions ont de plus en plus été prises à Bruxelles. Le conflit syrien, le flux

---

<sup>152</sup> Amnesty, 15.5.17, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/05/west-and-central-africa-attacks-on-human-rights-activists-reach-dangerous-levels>

<sup>153</sup> [http://apf.francophonie.org/IMG/pdf/2011\\_DebatGeneral\\_Burkina.pdf](http://apf.francophonie.org/IMG/pdf/2011_DebatGeneral_Burkina.pdf)

d’Afrique subsaharienne passant par la Libye ont poussé à une gestion européenne, qui s’est révélée au ‘Sommet de La Valette sur la migration’ des 11 et 12 novembre 2015. Depuis, est mis en œuvre une rationalisation inter-étatique dans la recherche d’un consensus européen, étape par étape, par exemple autour de l’opération Sofia, ou de la formation des garde-côtes libyens. Les négociations que menaient entre 2007 et 2012 les diplomates français avec les Etats sahéliens, se font maintenant par des diplomates européens en privilégiant l’Éthiopie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sénégal<sup>154</sup>. Les critiques sur les relations avec l’Etat érythréen sont maintenant destinées au SEAE depuis que l’UE a décidé en avril 2015 d’aider financièrement ce pays au pire régime politique d’Afrique<sup>155</sup>. Les rapatriements vers des pays d’Afrique subsaharienne se font, eux, avec l’Organisation internationale pour la migration, récemment intégré aux Nations-Unies.

L’Ue est susceptible d’être elle-même déficiente dans son approche globale, si l’influence d’un lobby militaire y est excessive. Pour l’instant, cela n’a pas été le cas. L’Ue est une institution avec une forte inertie structurelle, dans laquelle une composante ne s’efface pas rapidement derrière une autre. Cependant, lors des législatives à Djibouti en 2013, la première approche de l’Ue a été décidée sous influence de militaires par rapport à l’opération Atalante et au démarrage de la Défense commune, puis le SEAE, dénoncé dans cette compromission, a corrigé sa position<sup>156</sup>.

Laurent Fabius, François Hollande ont œuvré de manière générale pour une intégration européenne. Ils ont été moteurs pour construire une politique étrangère commune, et relancer la construction européenne autrement que dans une dimension économique. En 2013, les discussions se sont déplacées sur la politique de défense. Pour le Mali, la Centrafrique, François Hollande et Jean-Yves le Drian ont demandé la solidarité européenne. Avant fin 2014 surtout, la politique étrangère européenne souffrait d’absence de définition, de manque de réactivité, elle empruntait un circuit de décisions démocratiques complexe lent. La politique africaine européenne a longtemps été menée sous l’influence des français selon leurs intérêts et dans une moindre mesure des anglais, ce qui a poussé au désengagement d’autres Etats, ce n’est plus autant le cas, même si l’évolution reste lente.

Comme en France, en Europe, en l’absence de débat politique général élaboré sur une politique européenne en Afrique, le domaine militaire a l’avantage de profiter de la force des services des Etats membres et des justifications de modernisation déjà élaborées<sup>157</sup>. Depuis 2003, l’expérience en gestion de crise s’est accumulée et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), malgré toutes les réticences des Etats membres, a déjà avancé. Le domaine militaire permet d’aller vers une construction européenne progressive en utilisant des terrains de responsabilité partagée de test, en évitant des échecs bloquants. Le Sahel, la Libye, la Centrafrique ou la corne de l’Afrique servent d’espace de rapprochement des armées européennes. Le transport, la surveillance maritime, la formation des armées africaines servent d’exercices communs<sup>158</sup>.

L’arrivée de Federica Mogherini le 1<sup>er</sup> novembre 2014 a accéléré la dynamique d’intégration européenne dans les domaines militaires et politiques. Elle a correctement veillé à encadrer l’approche militaire dans une approche globale. La position française s’est alors adaptée dans les discussions à Bruxelles, sans que dans ces discours sur l’Afrique, François Hollande ne répercute les idées de mise en pratique d’une approche globale complète, intégrant la dimension démocratique en Afrique.

En outre, à défaut de soutien aux processus de démocratisation nationaux, l’approche droit-de-l’homme des diplomates est essentielle, même si elle est non-suffisante et si, dans de rares cas, elle semble utilisée

<sup>154</sup> <http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/migratory-pressures/countries-origin-transit/migration-partnership-framework/>

<sup>155</sup> <http://www.france24.com/fr/20150430-quand-ue-finance-dictature-erythree-stopper-flux-migrants-union-europeenne>

<sup>156</sup> RMarzin 12.5.13, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/05/14/evolution-des-relations-france-et-europe-afrique/>

<sup>157</sup> Etude de l’IRSEM n°12 2011– L’UE en tant que tiers stratégique, Frédéric Ramel (dir.) :

<http://www.defense.gouv.fr/content/download/156215/1585048/file/Etude12%20-%20UE%20Tiers%20strat%C3%A9gique.pdf>

<sup>158</sup> RM 9.7.13, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/07/09/la-politique-africaine-francaise-sous-influence-militaire/>

pour maquiller l'absence de soutien à la démocratie, pour faire quelque chose sans aborder les questions politiques à l'origine des atteintes aux droits humains. L'impact de cette approche augmente avec le temps sans doute en raison de l'augmentation des flux d'information. En dictature, elle permet de limiter la répression et de figer processus de démocratisation plutôt que de le voir régresser fortement. Mais là aussi, Elysée et MAE se sont montrés défaillants, en ne réagissant que dans certains cas et pas dans d'autres. Les diplomates français ont multiplié les beaux textes à l'Onu sur des thèmes où le progrès se fait à plus long terme mondialement, tels l'homophobie ou les violences sexuelles dans les conflits<sup>159</sup>, ont privilégié des pays comme le Burundi ou la RDC, mais ont abandonné une grande partie des démocrates africains, les journalistes, les associations de défense des droits humains, à leurs tristes sorts, au Tchad, à Djibouti, au Congo Brazzaville, au Gabon, au Togo. Même RFI a été observée en train de se montrer silencieuse sur des situations qui dérangent le gouvernement français, en particulier au Congo Brazzaville fin 2015<sup>160</sup>.

Durant 5 ans, pour une partie des populations africaines en attente de changement politique, le passif du non-soutien des gouvernements français à la démocratie en Afrique a encore augmenté. Le souvenir de certaines actions méprisantes, de certains silences, ne s'effacera pas facilement. Mais au niveau européen, l'Afrique, ce sont 55 pays, et 14 milliards d'Euros sur 5 ans pour les pays africains budgétés dans le Fonds européen de développement (FED) sur 34,3 milliards d'euros alloués à sa politique extérieure qui pèsent 35% du budget de l'UE<sup>161</sup>. Cette taille et les différents outils utilisés, favorisent une approche globale, même si cela est complexe et souvent défaillant. Le gouvernement français a tenté de garder sa politique autonome dans son domaine géographique et pour cela, durant le quinquennat, a préféré simplifier l'approche globale discutée à Bruxelles par une fausse « approche globale » au pôle 'démocratie et Etat de droit' quasiment absent.

### **Critiques principales et perspectives**

La communication de l'Elysée et du gouvernement s'est modernisée, est devenue plus simple grâce à internet et sans doute plus transparente. Sur 5 ans, la multiplication des événements, rencontres, voyages, déclarations concernant une ensemble de 55 pays, complique l'analyse critique de la politique française en Afrique. Il n'y a pas toujours de cohérence. Les actions sur certains pays ont peu de conséquences systémiques.

Positivement, des approches, méthodes ont progressivement changé, par exemple, la manière de considérer la Cour pénale internationale, la manière d'utiliser des sanctions ciblées vers des personnes physiques, le fonctionnement des diplomates à l'Union européenne ou à l'Onu, la mise en cohérence progressive des positions des Etats-membres européens et du SEAE de l'Ue, la prise en compte des principes de fonctionnement, la complémentarité et la subsidiarité avec l'Union africaine, ou encore l'utilisation nouvelle d'appels internationaux aux financements suite à des crises. Des progrès se sont réalisés entre 2012 et début 2017, qui demanderait des études plus approfondies, ils semblent surtout concerner des évolutions de la gestion des affaires par les ensembles inter-étatiques de l'Ue et de l'Onu.

Le plus notable est l'amélioration rapide du fonctionnement de l'exécutif de politique étrangère de l'Union européenne depuis l'instauration du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) en 2009 sans doute accélérée par l'arrivée de Federica Mogherini le 1<sup>er</sup> novembre 2014. Cette évolution est très peu commentée dans les media français, elle impacte pourtant fortement la politique étrangère française.

---

<sup>159</sup> <http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2017-05-16.html#Chapitre1>

<sup>160</sup> RM 5.7.16, [https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/#\\_Toc455424828](https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/07/05/les-elections-sans-democratie-de-mars-et-avril-2016-en-afrique/#_Toc455424828)

<sup>161</sup> RMarzin, 24.2.15, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2015/02/24/ue-et-elections-en-afrique-en-2015-et-2016/>

IFRI, <https://afriquedecryptages.wordpress.com/2014/06/30/le-fed-vecteur-du-soft-power-de-lunion-europeenne/>

Pendant 5 ans, les critiques de la politique française en Afrique sont venues<sup>162</sup> des députés, des partis, des associations françaises, de journalistes, de chercheurs, de la diaspora, et de quelques leaders démocrates des dictatures des ex-colonies. A l'Assemblée nationale, les critiques se sont dispersées dans les analyses et réunions sans cohérence, et les plus dures sont venues finalement des frondeurs du Parti Socialiste, alors que députés communistes et écologistes manquaient d'énergie sur la durée. Pendant 5 ans, le Parti de Gauche et Europe écologie les verts ont régulièrement invité le gouvernement à s'engager sur les questions électorales dans les dictatures. Au sein du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, des partis politiques africains à Paris et associations de diaspora<sup>163</sup> ont, avec eux, mené un plaidoyer sur les élections en Afrique, ciblant à la fois les exécutifs à Paris et Bruxelles. L'association Survie a continué une critique dure de plus en plus focalisée sur le domaine militaire. S'appuyant sur son réseau issu de la campagne Publiez Ce Que Vous Payez sur les revenus pétroliers, le Secours Catholique a lancé puis géré la campagne Tournons la page, qui a travaillé sur le respect des constitutions avant de se confronter à la solidité des régimes. La FIDH, Amnesty ou Human Right Watch ont régulièrement transmis des recommandations. Les associations Sherpa et Transparency international ont continué la procédure judiciaire des Biens mal acquis. Des journalistes français, par exemple Christophe Boisbouvier qui a pointé du doigt l'influence militaire, ou africains à Paris ont contribué à analyser la politique française. Sur le génocide des Tutsis du Rwanda, en 2014, la mobilisation de journalistes, chercheurs, associations spécifiques a été très fortes et a mis en difficulté le gouvernement<sup>164</sup>.

Les media ont cependant, pour la plupart, évité d'approfondir les critiques sur les conséquences d'une prépondérance militaire et d'une absence de soutien suffisant à la démocratie. La critique est restée diffuse et modérée. Par contre, Médiapart, dès fin 2013, sous la plume de Lénéig Bredoux, s'est posé la question d'une dérive « néoconservatrice » sur un modèle américain<sup>165</sup>. Le journaliste Antoine Glaser a mélangé les critiques avec son idée d'inversion de la relation d'influence suite à la disparition de la domination néocoloniale. Le chercheur Roland Marchal a critiqué la position française sur le Tchad dans un rapport publié avec l'aide du CCFD-Terre Solidaire<sup>166</sup>.

Des diasporas, moins nombreuses que la diaspora malienne qui avait globalement approuvé l'intervention française en 2013, ont manifesté de la colère sur les questions électorales, en particulier la diaspora gabonaise fin 2016, début 2017. Quelques membres de diasporas ont aussi essayé de faire bouger le PS en interne, sur le Gabon, le Congo Brazzaville, par exemple. Des leaders d'opposition démocratique africains de passage à Paris se sont montrés critiques, par exemple le tchadien Saleh Kebzabo qui a constamment invité le gouvernement français à réviser sa position sur le Tchad<sup>167</sup>. Les mouvements citoyens qui se sont créés avant et après la révolution burkinabé ont trouvé un large écho à Paris, jusqu'à Sciences Po qui leurs a consacré un colloque<sup>168</sup>.

Certains progrès concernent aussi la prévention des crises et crimes de masses. La capacité collective à éviter des catastrophes ou l'aggravation de crises est constamment sous-estimée dans les circuits d'information. Comment estimer et considérer tout ce qui a été évité ? Le rôle des français au Conseil de sécurité de l'Onu est également difficile à évaluer. S'il y a, d'une certaine manière, 'échec' de l'Onu sur des pays comme le Soudan du Sud, il y a une responsabilité partagée, mais actuellement, le fonctionnement de

---

<sup>162</sup> sans compter l'auteur de ce dossier,

<sup>163</sup> Lettres communiqués communs : <https://electionsafrique.wordpress.com/a-propos/>, Régis Marzin est membre de ce collectif.

<sup>164</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2014/04/17/genocide-des-tutsis-du-rwanda-vers-lexplosion-en-chaine-revue-de-presse-2014-classee/>

<sup>165</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/151213/politique-etrangere-hollande-dans-le-bain-neoconservateur?onglet=full>, <https://www.mediapart.fr/journal/france/050616/hollande-et-ses-guerres-33-comment-les-neoconservateurs-influencent-le-pouvoir?onglet=full>

<sup>166</sup> [http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/etudepolitiquefrancaiseautchad\\_bd.pdf](http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/etudepolitiquefrancaiseautchad_bd.pdf)

<sup>167</sup> <http://www.rfi.fr/emission/20160303-tchad-saleh-kebzabo-candidat-presidentielle-undr-opposition-5eme-mandat-deby>

<sup>168</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/11/28/deux-ans-apres-la-revolution-au-burkina-faso-que-deviennent-les-mouvements-citoyens/>

l'Onu s'est aussi amélioré pour éviter le pire et limiter le niveau des échecs. Les transferts partiels de pouvoir vers les acteurs africains compliquent encore l'évaluation.

Sur de nombreux aspects, la gestion 'normale' du président socialiste s'est différenciée positivement du style plus improvisé de son prédécesseur à l'Elysée. L'actualité et les enjeux ont aussi été très différents. Le bilan est globalement mitigé. Cela aurait pu être mieux et cela aurait pu aussi être pire. Le 10 janvier 2017, sur RFI, le député François Loncle, défend ce bilan ainsi <sup>169</sup>: « Avec l'Afrique, on oscille toujours entre la realpolitik et le «droit-de-l'hommeisme». Et ce, à quoi s'est efforcé François Hollande et son équipe, c'est justement de trouver le juste milieu entre les valeurs qui sont les nôtres et la realpolitik. » Cependant, la question des compétences pour diriger l'Etat à un haut niveau de complexité s'était posée en 2012 et elle se repose en 2017, comme elle se pose de manière caricaturale avec Donald Trump aux USA.

Pour le grand public, François Hollande restera comme le président de la guerre contre le terrorisme au Mali. Beaucoup reconnaîtront qu'il n'aura pas, avec ses ministres, voulu s'engager sur une nouvelle relation avec l'Afrique et aura géré tant bien que mal un équilibre historiquement installé. Le bilan en Centrafrique, finalement presque satisfaisant dans un second temps face à la disparition d'un état dans une guerre civile, au niveau gestion de crise multilatérale en Etat failli, risque de tomber dans les oubliettes.

La critique principale concerne l'aspect frileux, ambigu, souvent absent, du soutien à la démocratisation de l'Afrique. Pourtant, les socialistes avaient une solution évidente à appliquer en Afrique, celle de participer à exiger fermement une augmentation de la qualité technique des processus électoraux, sans concession pour les fraudeurs. L'influence des militaires français et l'alliance avec Idriss Déby ont empêché le débat à ce niveau. Le gouvernement français s'est coupé des sociétés civiles et des démocrates africains.

Sur ce point, le gouvernement français s'est aussi éloigné de l'Union européenne qui pendant 5 ans, a tenté de continuer malgré d'énormes difficultés, et parfois quelques mauvaises déclarations<sup>170</sup>, l'observation des processus électoraux. Le décalage entre l'Ue et la diplomatie française est devenu visible au 4<sup>e</sup> coup d'Etat électoral de 2016, au Gabon. Jean-Marc Ayrault, qui semblait, au début, presque commencer à soutenir le vrai vainqueur, Jean Ping, s'est ravisé et s'est mis à accepter le coup d'état électoral en essayant de se justifier par un renvoi vers les législatives, comme s'il confondait le Tchad et le Gabon, et les positions des oppositions au Tchad et au Gabon<sup>171</sup>.

Au Gabon, Jean-Marc Ayrault a paru s'accrocher à l'idée fautive d'une possibilité de progrès lent, élection après élection, par des dialogues<sup>172</sup>, alors que l'Ue a montré par son courage sur l'élection gabonaise, qu'elle reconnaissait que ses Missions d'observation électorale ne devaient plus être récupérées, instrumentalisées, inscrites dans des cercles vicieux entre fraudes, répression et faux dialogue<sup>173</sup>. Le décalage entre les positions françaises et européennes a été compris par les démocrates gabonais comme une nouvelle trahison française liée à des intérêts.

L'année 2016, année des coups d'Etat électoraux, aboutit sur la crise des législatives d'Afrique centrale. La position européenne critique sur le Gabon montre en négatif la mauvaise position française. Cette position française affaiblit la position européenne, sur l'accord de Cotonou, sur les Missions d'observation électorale,

---

<sup>169</sup> <http://www.rfi.fr/emission/20170110-francois-loncle-bilan-hollande-france-afrique>

<sup>170</sup> Par exemple sur les législatives à Djibouti en février 2013, erreur qui sera ensuite plus ou moins corrigé par la demande de la publication des procès-verbaux, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2013/05/11/la-mascarade-electorale-des-legislatives-a-djibouti-synthese/>

<sup>171</sup> <http://regismarzin.blogspot.fr/2017/03/25-mars-2017-paris-gabon-200eme-jour-de.html>

<sup>172</sup> <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/gabon/evenements/article/gabon-entretien-de-jean-marc-ayrault-avec-le-premier-ministre-emmanuel-issoze>

<sup>173</sup> Déclaration Ue du 28.3.17 [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/23636/node/23636\\_en](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/23636/node/23636_en)



et sur l'approche globale. Des députés européens, comme le député allemand Jo Leinen, l'ont sans doute bien compris et ce dernier insiste maintenant sur la nécessité d'un changement de politique française<sup>174</sup>.

Le PS n'avait sans doute pas de recul sur l'histoire des élections en Afrique depuis 1990. Le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994 a fortement terni le bilan de François Mitterrand mais a aussi caché l'arrêt brusque vers 1994-1995 du lancement d'un processus de démocratisation continental rapide entre 1990 et 1994. Le PS aurait sans doute eu à faire un travail de deuil sur sa participation historique ambivalente dans les années 90, avant de revenir au pouvoir en 2012.

Drissa Traoré et Florent Geel de la FIDH concluent en janvier 2017<sup>175</sup> : « La France peut et doit encourager ces transformations démocratiques inéluctables du continent africain pour être en mesure de discuter d'égal à égal avec des gouvernements démocratiquement élus. L'Afrique de l'Ouest est d'ailleurs presque entièrement démocratique. La France doit aider ces forces démocratiques car les effets se feront sentir directement au niveau continental. Un bloc d'Etats francophones et démocratiques peut émerger et changer la donne au sein de l'Union africaine, qui est en train de devenir la clé de voûte du système de sécurité et de la démocratie en Afrique. Le prochain président français doit prendre ce bilan comme feuille de route du quinquennat à venir en adoptant une politique africaine solidaire devant soutenir les forces démocratiques contre les autocraties du continent. Sur cette base, la France et l'Europe seront en mesure de mener une politique africaine cohérente à même de gérer les enjeux communs aux deux continents de façon réaliste et progressiste depuis la lutte contre le terrorisme, en passant par les migrations jusqu'aux questions de développement, de justice et de résolution des conflits. »

### **Conclusion et perspectives pour le successeur à la présidence**

Ce bilan ne servira pas aux acteurs concernés qui font leurs bagages ce printemps. Il est surtout destiné aux équipes qui les remplaceront, à l'Elysée, au MAEDI ou au MEAE, au ministère de la défense. Le 12 avril, dans le Monde, le candidat Emmanuel Macron s'avancit<sup>176</sup> : « J'entends les aspirations démocratiques des citoyens d'Afrique. Si je suis élu, je défendrai le respect des principes démocratiques fondamentaux partout en Afrique et je soutiendrai l'action de l'Union africaine, qui a démontré sa capacité d'action sur ce terrain. »

Le futur président commençait par une erreur ou un malin mensonge diplomatique à propos de l'Union africaine. Si comme l'espère la FIDH, l'Ua, pourrait un jour « devenir la clé de voûte du système de sécurité et de la démocratie en Afrique », pour l'instant, à l'équilibre continental entre démocraties et dictatures<sup>177</sup>, l'organisation de chefs d'Etat que certains surnomment le 'syndicat des dictateurs africains', est encore très loin de l'être<sup>178</sup>.

En 2016, l'Onu et l'Ue, surtout l'Onu, ont laissé les principes de subsidiarité et de complémentarité donner un rôle important à l'Ua malgré le peu de résultat envisageable à ce stade. Le président de l'Ua, Idriss Déby, a participé à deux inversions de résultat à la compilation des procès-verbaux, ou coups d'Etat électoraux, sur 4 en 2016<sup>179</sup>.

<sup>174</sup> <http://gabonenvrant.blogspot.fr/2017/04/jo-leinen-gives-lesson-of-constance-and.html>

<sup>175</sup> [http://www.liberation.fr/debats/2017/01/13/afrique-france-une-relation-a-reinventer-apres-hollande\\_1540666](http://www.liberation.fr/debats/2017/01/13/afrique-france-une-relation-a-reinventer-apres-hollande_1540666)

<sup>176</sup> [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/12/emmanuel-macron-son-programme-afrique-je-veux-mobiliser-plus-de-financements-pour-les-pme-locales\\_5110340\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/12/emmanuel-macron-son-programme-afrique-je-veux-mobiliser-plus-de-financements-pour-les-pme-locales_5110340_3212.html)

<sup>177</sup> <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrique-depuis-1990/>

<sup>178</sup> [https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/03/30/apres-26-ans-de-democratisation-dictature-et-democratie-bientot-a-lequilibre-en-afrique/#\\_Toc447135143](https://regardexcentrique.wordpress.com/2016/03/30/apres-26-ans-de-democratisation-dictature-et-democratie-bientot-a-lequilibre-en-afrique/#_Toc447135143)

<sup>179</sup> Sur 4 sur 12 depuis 1990, sur 120 présidentielles en dictature depuis 1990, <https://regardexcentrique.wordpress.com/2017/04/27/2016-annee-des-coups-detat-electoraux-en-afrique-et-democratisation-de-lafrique-depuis-1990/>

Le 7 octobre 2016, dans un courrier sur coup d'Etat électoral au Gabon, le Collectif de Solidarité avec les Luites Sociales et Politiques en Afrique recommandait au Secrétariat général des Nations-Unies, au Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) de l'Union européenne et au gouvernement français, « de considérer les capacités de l'Union africaine à intervenir en fonction de l'état d'avancement du processus de démocratisation du continent africain, et de l'équilibre du moment entre régimes démocratiques et régimes non-démocratiques », « d'éviter que les principes de subsidiarité et de complémentarité appliqués entre l'Ua, l'Ue et l'Onu ne soient détournés pour soutenir des régimes non-démocratiques au cours de coups d'Etat électoraux » et « d'amorcer un dialogue avec l'Ua sur la qualité technique des processus électoraux, en considérant par une méthode inclusive les demandes des partis d'opposition pour accélérer la démocratisation du continent. »

L'Ue, si elle veut rester fidèle à ses principes, ne pourra éviter un long et délicat dialogue sur la qualité des processus électoraux, tant que les démocrates réels ne seront pas majoritaires à l'Ua. Ce dialogue semble avoir commencé le 15 mai 2017 lors du Conseil des Affaires étrangères où a été invité le tchadien Moussa Faki Mahamat, le Président de la Commission de l'Union Africaine<sup>180</sup>. Ce dialogue commence sans rien brusquer : « Les progrès dans la gouvernance sont inégaux. La démocratie gagne du terrain, mais elle doit être nourrie car l'intégrité du processus électoral est souvent contestée et les changements constitutionnels ou les tentatives de permettre aux titulaires de se maintenir au pouvoir se produisent. »

A Paris, dès mi-2013, il était visible que si la vision militariste s'imposait, c'était d'abord par manque de préparation et de programme des socialistes et de leur candidat. Le parti République en marche vient de se créer et ne dispose pas de connaissance thésaurisée sur la politique étrangère. Tout est en place pour que l'absence d'expérience conduise aux mêmes difficultés qu'après 2012, liés à l'influence excessive de certains acteurs sur d'autres acteurs moins formés. Le 2 mai, Lionel Zinsou se montrait à Paris à soutenir Macron<sup>181</sup> et parler d'un futur Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) où il voudrait siéger, mais le 5 mai il était à Libreville en entretien avec un double auteur de coup d'état électoraux<sup>182</sup>.

Le dimanche 14 mai, le président Emmanuel Macron a affirmé<sup>183</sup> : « Nous prendrons toutes nos responsabilités pour apporter chaque fois que ce sera nécessaire une réponse pertinente aux grandes crises contemporaines, qu'il s'agisse de la crise migratoire, du défi climatique, des dérives autoritaires, des excès du capitalisme mondial et bien sûr du terrorisme. La France veillera toujours à être au côté de la liberté, des droits de l'Homme, mais toujours pour construire la paix dans la durée. » Le Président de la république trouvera certainement son style entre ancien et nouveau monde, et, si, sur l'Afrique, trop de continuité avec son prédécesseur s'impose de nouveau, alors, les contradictions et les surprises ne tarderont pas à venir le déranger et à le pousser à rejeter une vision géopolitique affaiblie par trop d'obsolescence.

Régis Marzin

17 mai 2017

Journaliste et chercheur indépendant spécialisé en politique africaine,

Blogueur : Regard \* Excentrique, <https://regardexcentrique.wordpress.com>

---

<sup>180</sup> 15.5.17 'Strengthen governance systems' <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=JOIN:2017:17:FIN&from=EN>, + Remarques F.Mogherini lors point presse commun au Conseil des Affaires étrangères avec Moussa Faki Mahamat, Président Commission Ua [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/26099/remarques-de-federica-mogherini-lors-du-point-presse-commun-au-conseil-des-affaires-%C3%A9tranger%C3%A8res\\_en](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/26099/remarques-de-federica-mogherini-lors-du-point-presse-commun-au-conseil-des-affaires-%C3%A9tranger%C3%A8res_en)

<sup>181</sup> <http://www.france24.com/fr/20170502-journal-campagne-marine-le-pen-emmanuel-macron-afrique-lr-francois-baroin>

<sup>182</sup> <http://www.gabonactu.com/cherche-lionel-zinsou-chef-ali-bongo/>

<sup>183</sup> <https://www.publicsenat.fr/article/politique/le-premier-discours-officiel-d-emmanuel-macron-60589>